

## MARDI 4 FEVRIER 2014

- = NOUVELLE BAISSSE BRUTALE SUR LES MARCHÉS BOURSIERS p.1
- = L'hôtesse de l'air : « Notre avion a commencé sa descente, veuillez attacher vos ceintures » p.2
- = Pire que les années 30 ! p.3
- = Combien vaut vraiment la croissance américaine ? p.5
- = La tourmente des marchés émergents p.6
- = L'Allemagne menacée par un scandale financier p.10
- = « The Plafonds de la dette, le retour ! » p.11
- = Une autre vision de la Crise, une bien triste sortie de Crise p.18
- = Cherchez l'erreur... p.27
- = Immatriculations en France... p.29
- = Pour l'austérité... p.29
- = Le système financier chinois : UNE COPIE DE PLUS SANS AUTORISATION ! p.31
- = Plus de 40% des sociétés de l'UE se plaignent de la corruption p.32
- = Pourquoi la finance n'est toujours pas réparée p.34
- = Mais OÙ ILS SONT passés les « acheteurs sur faiblesse » ? p.37
- = Les bonnes idées policières de l'Union Européenne p.44
- = L'Europe est au milieu du fleuve p.49
- = Pourquoi la Chine n'a pas de bidonvilles (Diane Bérard) p.55



## NOUVELLE BAISSSE BRUTALE SUR LES MARCHÉS BOURSIERS

3 février 2014 *par* Paul Jorion

Les marchés boursiers américains dévissent.



(C) Dow Jones  
À 22h00, heure de Paris

## LE NIKKEI PERD 4,18% AU COURS DE LA SÉANCE DE MARDI

4 février 2014 *par* Paul Jorion

L'indice de la Bourse de Tokyo a perdu 14% depuis le 30 décembre.

La baisse durant la séance de mardi serait due aux mauvais chiffres de la production industrielle américaine communiqués dans la journée de lundi.

La production industrielle aux États-Unis subit le coup de la déflation. Le Wall Street Journal explique que « La faiblesse persistante des recettes encourage les firmes à réduire les coûts et à utiliser les sommes disponibles à racheter leurs propres actions plutôt qu'à investir dans la production industrielle ou à embaucher ».

## **L'hôtesse de l'air : « Notre avion a commencé sa descente, veuillez attacher vos ceintures »**

par BA – Blog du Yéti 04 février 2014



Depuis plusieurs années, l'économie mondiale était en lévitation.

Depuis plusieurs années, l'économie mondiale montait haut, très haut dans le ciel, car elle reposait sur... le kérosène fourni par les banques centrales.

Les banques centrales étaient devenues des distributeurs automatiques de kérosène.

Mais aujourd'hui, les banques centrales arrêtent de distribuer le kérosène.

Et donc notre avion va reprendre contact avec le sol.

Notre avion a commencé sa descente.

Mardi 4 février 2014 :

La Bourse de Tokyo chutait de 4,18 % à la clôture, victime d'une inquiétude généralisée pour l'économie américaine, la zone euro et les pays émergents.

Les opérateurs suivaient le mouvement de baisse poursuivi lundi à Wall Street, où le Dow Jones a perdu 2,07%, après avoir enregistré en janvier son

pire mois depuis mai 2012, et son pire début d'année depuis 2009.

À Tokyo comme à New York, les investisseurs ont mal pris la publication lundi de deux indicateurs manufacturiers décevants dans les deux premières économies mondiales, aux États-Unis et en Chine. Cette mauvaise nouvelle a alourdi davantage un climat déjà anxigène, où les craintes de déflation pour la zone euro s'ajoutent aux turbulences dans les marchés émergents.

## Pire que les années 30 !

Michel Santi 04. fév. 2014

Rendons-nous à l'évidence. A un stade où les économies de nos nations occidentales subissent un endettement record, à des niveaux plus vus depuis deux siècles (selon une étude récente du F.M.I.), nos responsables politiques doivent enfin comprendre qu'il sera impossible de redresser la situation par la grâce de la seule austérité qu'ils imposent à la classe moyenne et aux pauvres. Autrement dit, dans un contexte – comme le nôtre aujourd'hui – où la masse des dettes et des déficits est extrême selon tous les standards historiques, l'assainissement nécessitera des mesures et des décisions radicales. En effet, estimons-nous chanceux si c'est la seule inflation qui sera convoquée pour amoindrir le fardeau de ces dettes.

Plus vraisemblablement, nous devons faire face à une vague de faillites souveraines et à l'instauration d'une taxe sur l'épargne, d'ores et déjà évoquée par le [F.M.I.](#) l'an dernier et par la [Bundesbank](#) (la banque centrale allemande) il y a quelques jours... Voilà pourquoi si, du fait de la Grande Dépression, de l'effondrement subséquent de l'économie mondiale et du déclenchement de la Seconde guerre mondiale, les années 1930 font toujours froid dans le dos près d'un siècle plus tard. Sur le plan strictement économique et financier, la situation européenne actuelle est, à bien des égards, encore plus dramatique ! Après tout, la quasi-totalité des nations occidentales purent faire défaut plus ou moins en douceur au courant des années 30. C'est ainsi que la France, que la Grande Bretagne et que l'Italie devaient ne pas honorer près du quart de leurs engagements envers les États-Unis. Les USA eux-mêmes imposèrent à leurs créiteurs de prendre 16% de pertes quand ils décidèrent unilatéralement de quitter l'étalon or en 1933. L'ampleur des dégâts, aujourd'hui, imposera des mesures d'une tout autre

envergure qui se déclineront en contrôle des capitaux et en une confiscation partielle de l'épargne, passages obligés qui autoriseront l'amélioration des ratios des dettes publiques par rapport au P.I.B.. Une répression financière relativement brutale – touchant les détenteurs ultimes des richesses – est en effet aujourd'hui la seule alternative à une austérité qui paralyse littéralement l'activité économique. A cet égard, seules les interventions de la Banque centrale européenne seraient – à ce stade – encore susceptibles d'amoindrir le traumatisme que constituerait une telle confiscation des richesses.

Seule la monétisation des dettes souveraines européennes – c'est-à-dire le rachat de ces dettes par la BCE, et donc la mutualisation des dettes publiques européennes – permettrait effectivement d'éviter le choc des défauts de paiement de certains Etats de l'Union. En l'occurrence, il n'est pas déplacé d'employer ici les termes de « traumatisme » et de « choc » dès lors que le défaut de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie et de l'Espagne sur le quart seulement de leurs engagements coûterait à leurs créanciers la bagatelle de 1'200 milliards d'euros ! Voilà pourquoi une répression financière traditionnelle « douce » combinant une intensification de la régulation financière, une certaine dose de contrôle des flux de capitaux et un relèvement des objectifs inflationnistes serait nettement moins douloureuse qu'une taxe de 10% sur les dépôts bancaires préconisée l'an dernier par le F.M.I.

En somme, dans une conjoncture où il est désormais impossible de poursuivre sur la voie stérile de l'austérité, la BCE et les autorités politiques européennes doivent aujourd'hui mettre en place une batterie de mesure qui contribueront à éliminer progressivement une partie du fardeau de nos dettes publiques, sans passer par la case confiscation des richesses. Pour ce faire, nous avons toutefois besoin d'hommes et de femmes dont le courage politique est à la mesure des défis à relever. Car l'acuité de la crise actuelle, l'ampleur des déficits, et le choix même des armes pour les combattre font que notre période actuelle soit encore plus complexe à gérer que dans les années 1930.

## **Combien vaut vraiment la croissance américaine ?**

▪ "L'achat d'un produit ne peut être fait qu'avec la valeur d'un autre", disait Jean-Baptiste Say.

Il voulait dire que si l'on veut obtenir une chose, mieux vaut avoir autre chose à donner en échange.

Que penserait-il donc des derniers chiffres du PIB américain ?

La semaine dernière nous a apporté deux informations importantes. La première était trompeuse, la deuxième frauduleuse. La nouvelle trompeuse était que la Fed, durant les derniers instants de Ben Bernanke à sa tête, a déclaré qu'elle tiendrait le cap.

Le cap en question, c'est le programme des "Faussaires Anonymes" en 12 étapes, plus connu sous le nom de *tapering*. La Fed dit qu'elle s'y tiendra. On a donc trompé les investisseurs, pour leur faire croire que soit les diplômés de la banque centrale américaine sont sincères dans leur engagement à se débarrasser du QE... soit l'économie US est assez saine pour ne pas en avoir besoin. Aucune de ces choses n'est vraie.

Parallèlement, l'économie américaine s'est développée au taux annuel de 3,2% au dernier trimestre 2013 — ce qui est toujours la "reprise" la plus faible jamais enregistrée. Mais depuis 1950, la composition de l'économie américaine a changé si radicalement que la "croissance" du PIB ne signifie plus la même chose.

"Des chiffres décevants pour l'emploi et l'immobilier font également naître des inquiétudes sur une accélération de l'économie", rapporte le *Wall Street Journal*.

Attendez une minute. Les emplois et l'immobilier sont relativement importants. Si les nouvelles de ce côté sont décevantes, qu'arrive-t-il vraiment à l'économie ?

▪ **Etonnants consommateurs américains...**

"Au quatrième trimestre, l'un des principaux moteurs de la croissance a été les dépenses de consommation, qui ont augmenté de 3,3%". Puis le *Journal* cite Bill Simon, PDG de Walmart US : "les consommateurs américains ne cesseront jamais de m'étonner. Ils trouvent des moyens de faire en sorte que ça fonctionne"...

Nous ne sommes pas tant stupéfait que consterné. Et nous ne sommes pas

tant rassuré par cette "reprise", aussi faible soit-elle, qu'alarmé. Où les consommateurs ont-ils eu l'argent ? Ils ne l'ont pas gagné... ils ont donc dû soit dépenser leur épargne, soit emprunter. Ce qui donne une nouvelle sorte de croissance : plus il y en a, plus on est pauvre.

Autrefois, l'économie se développait en rendant les gens plus riches. Aujourd'hui, les consommateurs s'endettent plus encore, tandis que leurs revenus stagnent ou chutent.

En 1980, une économie de 7 000 milliards de dollars incluait pour 2 000 milliards de dollars de ce que Tim Morgan appelle la GMO [*globally marketable output*, production mondialement négociable, ndlr.] — la vraie richesse, le genre de chose qu'on peut vendre pour payer ses factures. Puis l'économie américaine a subi des opérations de chirurgie esthétique, aux mains de politiciens charlatans. A présent, on a du mal à la reconnaître.

Aujourd'hui, l'économie américaine représente 16 000 milliards de dollars. Quelle est la part de GMO sur cette somme ? Eh bien, environ 13 000 milliards de dollars sont des dépenses de consommation et divers ajustements statistiques. Seuls 3 000 milliards de dollars sont ce que M. Morgan appelle la GMO.

C'est là la véritable croissance de l'économie américaine depuis 1980 — 33 malheureux milliards de dollars par an. Tout juste assez pour suivre l'augmentation démographique.

**La croissance ? Oubliez ça.**

# La tourmente des marchés émergents

LE CERCLE. par Nouriel Roubini – 3 février Les Echos

**La tourmente financière qui avait frappé les économies émergentes au printemps dernier, à la suite de l'agitation suscitée par la Réserve fédérale américaine autour de son intention de tempérer sa politique d'assouplissement quantitatif (QE), est aujourd'hui de retour dans un esprit de vengeance.**

LAGOS – Cette fois-ci, son déclencheur réside dans la confluence de plusieurs événements : crise actuelle en Argentine, où les autorités ont cessé d'intervenir sur les marchés des devises afin de prévenir la perte de réserves de change ; existence de données économiques plus faibles en Chine ; et enfin persistance de l'incertitude et de l'agitation politique en Turquie, en Ukraine, et en Thaïlande.

Cette mini tornade sur les marchés émergents s'est rapidement propagée aux marchés boursiers des économies développées, via l'aversion au risque des investisseurs internationaux. Mais l'immédiateté du déclenchement de ces pressions ne doit pas occulter les causes profondes de cette situation : de nombreux marchés émergents sont bel et bien en danger.

Les pays concernés incluent notamment l'Inde, l'Indonésie, le Brésil, la Turquie et l'Afrique du Sud – surnommés les « Cinq fragiles » – tous ces États présentant des déficits de balance courante et déficits budgétaires jumeaux, enregistrant des taux de croissance en déclin, connaissant une inflation supérieure aux objectifs, et faisant face à l'incertitude politique associée à l'approche d'élections législatives et/ou présidentielles cette année. Cinq autres États importants – Argentine, Venezuela, Ukraine, Hongrie et Thaïlande – sont également vulnérables. On retrouve en effet chez chacun d'entre eux un certain risque politique et/ou électoral, une politique budgétaire expansionniste s'observant par ailleurs chez beaucoup d'entre eux, certains étant enfin concernés par un risque souverain et des déséquilibres externes croissants.

Longtemps à la mode, les fameux BRICS sont eux aussi désormais contraints de revenir à la réalité. Trois d'entre eux (Brésil, Russie et Afrique du Sud)



connaîtront cette année une croissance plus lente que celle des États-Unis, avec un PIB réel (corrigé de l'inflation) s'élevant en-dessous de 2,5%, tandis que les économies des deux autres (Chine et Inde) font clairement face à un ralentissement. L'appartenance du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud au groupe des Cinq fragiles ne fait ainsi plus aucun doute, tandis que le déclin démographique de la Chine et de la Russie est voué à affecter la croissance potentielle de ces deux pays.

La Chine, plus grand pays des BRICS, est confrontée à un risque supplémentaire associé à un boom de l'investissement alimenté par le crédit, l'existence d'un emprunt excessif de la part des gouvernements locaux, des entreprises étatiques et des sociétés immobilières fragilisant considérablement les portefeuilles d'actifs des banques et des établissements du shadow banking. La plupart de ces importantes bulles de crédit ont fini par provoquer un atterrissage économique brutal, et il est peu probable que l'économie de la Chine s'en sorte indemne, d'autant plus que les réformes destinées à rééquilibrer la croissance – d'une situation d'épargnes élevées et d'investissements fixes à une situation de consommation privée – devraient être mises en œuvre trop lentement, étant donné les puissants intérêts qui s'opposent à elles.

Par ailleurs, les causes profondes de l'agitation ayant affecté les marchés émergents sont encore aujourd'hui présentes. Pour commencer, le risque d'atterrissage brutal en Chine soulève une menace sérieuse pour l'Asie émergente, pour les exportateurs de matières premières du monde entier, et même pour les économies développées.

Dans le même temps, l'atténuation par le Fed de sa politique d'achat d'actifs à long terme [a commencé pour de bon](#), les taux d'intérêt étant voués à augmenter. En conséquence, les capitaux qui affluaient vers les marchés émergents en période de forte liquidité et de faibles rendements dans les économies avancées fuient désormais de nombreux pays dans lesquels l'argent facile a conduit les politiques budgétaires, monétaires et politiques de crédit à devenir trop laxistes.

Une autre cause profonde de la volatilité actuelle réside dans le fait que le supercycle des matières premières est désormais terminé. Et cela pas seulement en raison du ralentissement chinois, mais également dans la mesure où plusieurs années de niveau élevé des prix ont conduit à un



investissement dans de nouvelles capacités, ainsi qu'à l'augmentation de l'offre autour de nombreuses matières premières. Dans le même temps, les exportateurs de matières premières du marché émergent ont échoué à profiter de l'aubaine pour éventuellement mettre en œuvre des réformes structurelles axées sur le marché au cours de la décennie passée ; au contraire, beaucoup d'entre eux ont en effet embrassé le capitalisme d'État, conférant un rôle trop important aux entreprises et aux banques étatiques.

Ces risques ne devraient pas s'estomper de sitôt. Il est peu probable que la croissance chinoise s'accélère pour rehausser les prix des matières premières ; la Fed a accéléré le rythme de l'atténuation de son QE ; la mise en œuvre de réformes structurelles n'aura certainement pas lieu avant la tenue d'un certain nombre d'élections ; tandis que les gouvernements en place font preuve d'une prudence similaire autour des effets de dépression de croissance associés au resserrement des politiques budgétaires, monétaires, et autres politiques de crédit. En effet, l'échec de nombreux gouvernements de marchés émergents en termes de resserrement suffisant de la politique macroéconomique a conduit à une nouvelle vague de dépréciation monétaire, qui risque d'alimenter une inflation supérieure, et d'affecter la capacité de ces États à financer les déficits budgétaires et extérieurs jumeaux.

Pour autant, le risque de survenance d'une crise monétaire, d'une crise de la dette souveraine et d'une crise bancaire à proprement parler demeure réduit, même au sein des Cinq fragiles, et cela pour plusieurs raisons. Ces cinq États bénéficient en effet de taux de change flexibles, d'un important bouclier de change les préservant d'une ruée sur leur monnaie et leurs banques, ainsi que de l'existence de moins en moins de déséquilibres en devises (tels que l'emprunt massif de devises étrangères destinées à financer un investissement dans des actifs en monnaie locale). Beaucoup d'entre eux peuvent également compter sur un système bancaire plus sain, leurs ratios de dette publique et privée – certes en hausse – demeurant encore aujourd'hui faibles, avec un risque d'insolvabilité par conséquent minime.

Sur le long terme, l'optimisme entourant les marchés émergents est probablement fondé. Nombre d'entre eux reposent en effet sur des fondamentaux macroéconomiques, financiers et politiques sains. De plus, certains des fondamentaux à moyen terme entourant la plupart des marchés émergents, y compris les plus fragiles, demeurent solides : urbanisation,

industrialisation, rattrapage de croissance à partir d'un faible revenu par habitant, atout démographique, émergence d'une classe moyenne plus stable, avènement d'une société de consommation, et enfin opportunités de gains de production plus rapides une fois les bonnes réformes structurelles appliquées. Il n'est donc pas juste de considérer tous les marchés émergents dans le même panier, une différenciation étant nécessaire.

En revanche, un certain nombre de dilemmes de politique à court terme auxquels la plupart de ces États sont confrontés – condamnés s'ils resserrent rapidement leur politique monétaire et budgétaire, et tout aussi condamnés s'ils ne le font pas – demeurent considérablement problématiques. Les risques externes ainsi que la vulnérabilité macroéconomique et structurelle interne auxquels ils font face sont voués à obscurcir encore et toujours leurs perspectives immédiates. L'année ou les quelques années prochaines constitueront très certainement un parcours du combattant pour de nombreux marchés émergents, jusqu'à ce que des gouvernements plus stables et plus axés sur le marché soient présents et à même de mettre en œuvre des politiques plus saines.

## **L'Allemagne menacée par un scandale financier**

Wikistrike et AFP 4 février

*Avec Gabriel Magee qui saute du dernier étage de la JP Morgan à Londres la veille, et le Chief Economist de Russell Investment qui saute d'un pont deux jours plus tard, on peut évidemment faire le lien avec cet énorme scandale de manipulation des devises. [Lire ici](#) (WS)*

*Les soupçons de manipulations sur le marché des devises de la principale puissance européenne pourraient donner lieu à un nouveau scandale au sein du monde de la finance.*



*Raimund Röseler, chef de la supervision bancaire au sein du Bafin (gendarme allemand de la Bourse), tire la sonnette d'alarme. (photo: DPA)*

«Je crains que le thème (des devises) ne nous occupe pendant encore

longtemps. L'affaire du Libor était déjà très grosse, mais les devises ont certainement le potentiel pour un scandale», a déclaré Raimund Röseler, chef de la supervision bancaire au sein du Bafin (gendarme allemand de la Bourse), dans un entretien publié sur le site du quotidien économique allemand *Handelsblatt*. «Cela me terrifie de voir avec quelle cupidité et quelle absence de scrupules certaines personnes ont manifestement agi. Probablement avons-nous purement et simplement sous-estimé l'énergie criminelle», a-t-il ajouté.

M. Röseler n'a toutefois pas souhaité s'exprimer concernant les banques ciblées dans cette affaire. Une enquête internationale menée conjointement par plusieurs autorités aux États-Unis, à Hong Kong ou encore en Europe vise actuellement à faire la lumière sur de possibles manipulations sur l'énorme marché des changes, dont les transactions se montent chaque jour à plus de 5 000 milliards de dollars. Plusieurs banques ont déjà reconnu être concernées par ces investigations, comme les américaines Goldman Sachs, JPMorgan Chase et Citigroup ou encore les britanniques Barclays, HSBC et RBS, UBS en Suisse et Deutsche Bank en Allemagne, et certaines d'entre elles ont suspendu certains cambistes.

L'intérêt des enquêteurs pour les devises fait suite au scandale retentissant du Libor et de l'Euribor, du nom des taux auxquels les banques se prêtent de l'argent entre elles et qui servent de référence indirecte pour les crédits aux ménages et aux entreprises. L'an dernier, plusieurs instituts avaient été lourdement condamnés aux États-Unis et en Europe pour s'être entendus afin de manipuler ces taux interbancaires.

## **« The Plafonds de la dette, le retour ! »**

**Charles Sannat 4 février**

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Nos amis les Zaméricains sont assez fatigants avec leur politique économique intérieure capable de mettre le bazar partout à travers la planète.

Après l'épisode malheureux du dernier « shutdown », après que le Congrès ait réussi à adopter dans la douleur un nouveau budget pour l'État fédéral,

voici qu'à seulement 4 jours de l'échéance fixée il y a quelques mois lors du précédent psychodrame « Washingtonien », on reprend les mêmes et on remet le couvert.

Ce nouvel épisode du relèvement du plafond de la dette ne fait plus rigoler personne, moi le premier.

### **États-Unis : le temps presse pour relever le plafond de la dette**

Voici ce que nous apprend une dépêche toute fraîche de l'AFP : « Le secrétaire américain au Trésor Jacob Lew a affirmé lundi que le temps presse pour que le Congrès relève le plafond de la dette, qui arrive à échéance vendredi.

Il est impératif que le Congrès agisse immédiatement pour accroître notre capacité d'emprunt, déclaré M. Lew dans un discours à Washington. En un mot, le temps presse.

Les États-Unis auront épuisé leur capacité légale d'emprunt vendredi et seul le Congrès a la prérogative de relever le plafond d'endettement.

Après cette date, le Trésor sera obligé d'user de mesures extraordinaires pour continuer à financer le gouvernement, affirme Jack Lew, ajoutant que ces mesures ne pourront durer que pendant une brève période et qu'elles seront épuisées à la fin du mois.

Sans pouvoir emprunter, très vite, il ne sera pas possible de faire face aux obligations financières de l'État fédéral, avertit encore le secrétaire au Trésor. »

### **Tic-Tac-Tic-Tac... et Obama se veut conquérant lors de son discours durant l'état de l'Union**

À 4 jours donc de l'échéance de solvabilité du Trésor américain, c'est toujours l'absence d'accord qui prévaut, ce qui encore une fois révèle a minima une forme d'impossibilité à mettre les intérêts supérieurs de la nation au-dessus des clivages politiquement partisans.

Il faut dire que le dernier discours d'Obama devant le Congrès lors de la traditionnelle intervention présidentielle sur l'état (déplorable) de l'Union n'a pas dû inciter les plus réfractaires des républicains à se mettre rapidement d'accord.

Obama n'a ni plus ni moins dit qu'il prendrait le maximum de décisions par des processus de décrets présidentiels en évitant soigneusement la voie législative, ce qui revient disons-le à agiter le torchon rouge sous les yeux du taureau alors qu'aucun accord pour le moment n'est en vue sur ce désormais célèbre relèvement du plafond de la dette.

Obama veut concentrer l'effort sur les classes moyennes, relever les salaires en augmentant notamment le salaire minimum pour tous les employés fédéraux. Il faut dire qu'aux USA, si les dépenses des ménages continuent à progresser certes faiblement, il n'en va pas de même des salaires qui eux stagnent depuis plusieurs années, phénomène compensé jusqu'à maintenant par la multiplication des jobs pour les gens, ou encore le recours au crédit. Mais tout cela a une limite et cette limite a été atteinte. Désormais, le consommateur solvable américain est en voie de disparition, ce qui n'est pas d'une grande utilité pour générer les profits plantureux auxquels les grandes multinationales et les actionnaires ont pris goût ces dernières années.

### **Pendant ce temps, les marchés baissent encore**

Ils baissent nos marchés boursiers, mais pas du tout parce qu'ils auraient peur d'une faillite américaine. Non, cela fait cinq ans que l'on a droit à ce spectacle tous les 6 mois, puis désormais tous les 3 mois, alors les investisseurs parient encore plus et comme jamais sur « l'accord de la dernière heure », ce qui a toujours été le cas et le sera jusqu'au jour... où il en ira différemment. Mais c'est une autre histoire.

Non, si hier les marchés baissaient à cause des pays émergents qui sont en train de boire la tasse et de se faire immerger, aujourd'hui ils baissent parce que l'ISM n'est pas bon. Mais alors vraiment pas bon du tout. Explications :

L'indice ISM manufacturier national américain mesure l'activité manufacturière, c'est-à-dire la production industrielle. Pour avoir une idée de la croissance, de son rythme et de sa solidité, c'est un indice très important.

Or pour le mois de janvier 2014, il est sorti à seulement 51,3 contre 56 attendu par le consensus.

Comme l'explique la dépêche Reuters, « il traduit un fort ralentissement de l'activité manufacturière en janvier, mais préserve encore la barre des 50 qui signale une expansion. L'ISM ressort au plus bas depuis juin 2013. Le niveau

de décembre 2013 était de 56,5.

L'estimation d'économiste la plus basse était de 54 pour le mois de janvier, ce qui montre bien à quel point la statistique du jour surprend négativement. L'indicateur des commandes nouvelles pour le mois de janvier 2014 a dévissé à 51,2, contre 64,4 en décembre 2013. Il s'agit de la plus forte chute du sous-indice des commandes nouvelles de l'ISM en plus de 30 ans ! Il faut en effet remonter à la fin de l'année 1980 pour retrouver un tel plongeon.

L'indice de l'emploi, quant à lui, est ressorti à 52,3, au plus bas depuis juin 2013. L'indice des prix a grimpé par contre à 60,5 contre 53,5 en décembre, au plus haut d'un an ».

Si vous lisez bien ce texte, vous pouvez traduire la situation d'une façon simple de la manière suivante :

- 1/ l'activité manufacturière américaine s'effondre comme jamais depuis 30 ans (même s'il fait très froid, ce n'est quand même pas une bonne nouvelle).
- 2/ L'indice de l'emploi marque comme qui dirait quelques légères difficultés, ce qui est logique.
- 3/ En revanche, les prix, eux, augmentent...

Lorsque l'activité économique s'effondre, que l'emploi ne repart pas et que les prix montent, c'est-à-dire qu'il y a des risques d'inflation, vous avez un cocktail économique détonant entre les mains.

Pendant ce temps, les cours de l'or se maintiennent bien, ce qui est une bonne nouvelle car encore une fois, lorsque les marchés baissent en général l'or suit. Dans l'épisode que nous vivons, l'or ne décroche pas, ce qui tend à faire penser qu'un très fort mouvement haussier sur le métal jaune se prépare !

Restez à l'écoute.

## **[Berlin prépare un troisième plan d'aide pour la Grèce](#)**

Après l'article de Mediapart relatant la réunion secrète de l'Europe au sujet de la Grèce mais sans les Grecs, c'est cette fois l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* qui reporte que « les fonctionnaires du ministère fédéral des Finances à Berlin travailleraient actuellement à la réalisation d'un troisième plan d'aide à Athènes... sans réduction de la dette. Selon les informations du *Spiegel*, cette aide serait accordée avant les élections européennes de mai comportant soit une nouvelle restructuration de la dette, soit un nouveau programme de soutien. Le montant de cette nouvelle aide serait de 10 à 20

milliards d'euros ».

On gagne encore du temps et l'on tente de s'acheter un peu de calme durant les élections européennes... et après ? Il pourrait être fort intéressant, notamment si les eurosceptiques rentrent en masse au Parlement, de laisser la crise européenne aller vers un nouveau paroxysme et de faire porter à ces nouveaux députés une part importante de la responsabilité de la catastrophe à venir... Évidemment, cela n'aura pas lieu car nous ne sommes ni dans *Globalia* ni dans *1984* et la croissance en Europe repart et le pire est derrière nous...

### **Chine : l'IDA du secteur manufacturier recule à 50,5 % en janvier**

BEIJING, 1er février – L'indice des directeurs d'achat (IDA) du secteur manufacturier a reculé à 50,5 % en janvier, son plus bas niveau depuis cinq mois, selon un communiqué conjointement publié samedi par le Bureau d'État des statistiques et la Fédération de la logistique et des achats de Chine.

L'IDA a poursuivi en janvier son déclin observé en décembre, marquant la plus faible activité manufacturière depuis août 2013, précise le communiqué.

En janvier, le sous-indice de la production a atteint 53 %, en baisse de 0,9 point de pourcentage par rapport au mois précédent, alors que celui des nouvelles commandes a reculé de 1,1 point à 50,9 %, indique le communiqué.

Les principaux sous-indices ont tous enregistré un recul en janvier, signe d'une pression à la baisse sur l'économie, a indiqué Zhang Liqun, analyste au Centre de recherche sur le développement du Conseil des Affaires d'État.

M. Zhang a cependant noté que malgré ce déclin l'activité manufacturière était toujours en pleine expansion. « Dans l'ensemble, l'économie du pays connaîtra une croissance stable », a-t-il assuré.

Un IDA supérieur à 50 % indique une expansion de l'activité, tandis qu'un indice inférieur à 50 % signifie une contraction.

Agence de Presse Xinhua

### **Analyse & décryptage**

L'indice de la production se trouve près, tout près de la récession



appelée pudiquement « contraction ». Ayez bien en tête qu'une contraction des indices de production, c'est une récession, c'est-à-dire une croissance négative comme le dirait Christine Lagarde.

Cela montre bien, encore une fois, la faiblesse de la croissance économique mondiale.

## **Chine : baisse de l'IDA non manufacturier en janvier**

BEIJING, 3 février – L'indice des directeurs d'achat (IDA) dans le secteur non manufacturier a reculé à 53,4 % en janvier, contre 54,6 % en décembre, soit le niveau le plus bas depuis février 2012, selon les données publiées lundi par le Bureau d'État des Statistiques (BES) et la Fédération de la logistique et des achats de Chine.

Il s'agit du troisième mois consécutif de baisse à cause du ralentissement du développement dans le secteur immobilier, précisent les données.

Un IDA supérieur à 50 % indique une expansion de l'activité, tandis qu'un indice inférieur à 50 % signifie une contraction.

Agence de Presse Xinhua

### **Analyse & décryptage**

Le non manufacturier c'est en gros les services. L'activité est en baisse et ce n'est pas bon, tout le monde commence à parler d'un réel ralentissement de la croissance chinoise. Ça ralentit mais nous ne sommes pas encore en récession.

## **L'accord commercial UE-USA torpillé par le Congrès américain**

C'est un article du *Figaro* qui nous apprend que Harry Reid, « le chef de la majorité démocrate au Sénat, s'oppose à la procédure accélérée, réclamée par la Maison-Blanche pour hâter les négociations commerciales avec l'Union européenne ou avec les pays du Pacifique. Un camouflet pour Barack Obama ».

En effet, le « leader de la majorité démocrate du Sénat ne veut pas aider la Maison-Blanche à négocier des accords commerciaux. En déclarant qu'il

était «contre la procédure accélérée» indispensable à l'approbation sans amendement par le Congrès de tout accord commercial, Harry Reid, allié indispensable de Barack Obama au Congrès, torpille deux négociations ».

C'est plutôt une excellente nouvelle car ce traité devait être adopté ni plus ni moins... que cette année ! En 2014, dans l'opacité la plus totale et sans concertation avec les représentations nationales et je ne parlerai même pas de la consultation des peuples.

C'est donc paradoxalement des États-Unis que semble venir la première et réelle opposition à ce texte profondément antidémocratique.

Charles SANNAT [Lire l'article entier du Figaro ici](#)

## **[Le Premier ministre espagnol promet la réforme fiscale et la réduction d'impôts](#)**

MADRID, 2 février – Le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy a promis dimanche de poursuivre la réforme fiscale dans les deux dernières années de son mandat.

S'adressant lors de la clôture de la convention nationale du parti au pouvoir, le Parti populaire (PP), Rajoy a dit qu'il allait poursuivre le programme de réformes que son parti a introduit au cours d'un peu plus de deux ans depuis son arrivée au pouvoir.

« Nous allons procéder à une réforme fiscale, bien sûr nous allons (le faire) », a déclaré Rajoy, soulignant qu'il serait « une réforme intégrale qui va stimuler la croissance et l'emploi parallèlement à la relance du pays ».

« Ces réformes ne seraient pas « simplement une retouche et un ajustement, nous parlons d'un nouveau système plus simple qui permettrait à réactiver le système économique et l'épargne », a expliqué le Premier ministre.

L'année 2015 sera une année électorale en Espagne et ce n'est pas surprenant que Rajoy a promis de présenter une série de réductions d'impôts en 2015.

« Nous sommes en train de concevoir un programme concret qui nous permettra de faire des réductions d'impôts au cours de plusieurs années », a déclaré le Premier ministre, qui a salué le travail fait par son gouvernement, malgré le fait que le PIB de l'Espagne a diminué de 1,2 % en 2013 et le taux de chômage se trouvait encore à 26 %.

## **Analyse & décryptage**

À croire que Casque 1er et Mariano se sont donné le mot pour mener la même politique avec la simplification et la fiscalité en ligne de mire. Je vous renvoie à mon article concernant la relativité de la compétitivité. Si nous courons tous ensemble dans le même sens à la même vitesse... les écarts restent les mêmes...

C'est le problème du dumping intra-européen. Mais c'est un dumping qui est souhaité, voulu et organisé au détriment des peuples.

## **Le microcrédit fait le maximum pour le chômeur qui veut créer son entreprise**

C'est la semaine du microcrédit, ces crédits accordés à des créateurs d'entreprises, de faibles montants mais permettant de démarrer même si vous n'êtes pas riche ! En général, il s'agit de prêts d'honneur... que vous pourriez ne pas rembourser mais que paradoxalement, les gens se mettent justement un point d'honneur à honorer. Bref, le microcrédit n'est pas la panacée universelle à tous nos maux d'emplois, mais la création d'entreprise, en particulier le statut d'auto-entrepreneur associé à ces prêts d'honneur et à l'accompagnement d'association, aboutit à des taux de défaillance dans la norme pour un public de.... chômeurs !

Demain tous auto-entrepreneurs ? Sans doute pas mais presque, d'ailleurs de très nombreux créateurs sont des quinquas exclus du marché de l'emploi, enfin, le marché du travail devient risqué puisqu'un CDI n'est plus un acquis, loin de là.

À ce rythme, créer son emploi sera bientôt moins risqué que d'être salarié et comme tout est une question de relativité, cela veut dire que devenir son propre employeur et créer son travail deviendra de moins en moins dangereux.

Charles SANNAT [Lire un article entier de La Tribune à ce sujet ici](#)

L'Edito du Lundi 3 Février 2014:

## Une autre vision de la Crise, une bien triste sortie de Crise

By The Wolf on 03/02/2014 • par Bruno Bertez

Je finis par penser que la crise, ce que l'on appelle « la crise », est une poudre que l'on jette aux yeux des citoyens pour les aveugler. La crise, comme tentative de faire émerger un ordre nouveau plus satisfaisant, a dérapé. Elle a failli à sa mission. « Ils » sont en train de gagner...

En 2005, une note de Citigroup a fait scandale. Un scandale restreint car elle a été retirée de la diffusion et caviardée. Cette note défendait l'idée qu'en matière d'investissement, il fallait « jouer », miser sur la Ploutonomy. La Ploutonomy, c'est l'économie par et pour les ultra-riches.

- [citigroup-plutonomy-report-part-1](#)
- [plutonomy-2-1](#)
- [Leaked-Citibank-Memo-The-Plutonomy-Symposium-Rising-Tides-Lifting-Yachts](#)

EN LIEN: [consumers-research-paper-fr](#)

La note expliquait que la conjonction :

- de la globalisation
- de l'argent bon marché et abondant
- de l'arbitrage international du travail
- de politiques favorables au capital et à la spéculation
- des innovations technologiques
- des progrès de l'ingénierie financière

allaient bénéficier considérablement aux ultra-riches et que ceux-ci allaient créer une économie à deux vitesses rendant toutes les mesures moyennes inadaptées.

La note prévoyait la mise en place d'une économie et de comportements tout à fait spécifiques dont les investisseurs devaient tirer partie. Citigroup avait créé un indice spécial représentatif de cette économie ploutocratique.

Ce qui nous intéresse n'est pas là. Ce qui nous intéresse, c'est le fait que la crise de 2008/2009 n'a pas remis en cause la Ploutonomy, au contraire, et que

Citigroup a estimé que rien ne pouvait remettre en question son analyse. Sauf, disaient les auteurs, si des forces sociales et politiques se déchaînaient, forces qui pourraient se conjuguer afin de contrecarrer la tendance à toujours plus d'inégalités de revenus et de patrimoines, et si ces forces s'opposaient au maintien à un niveau incroyablement déséquilibré du partage des valeurs ajoutées dans les économies.

Il faut constater que nous en sommes là, la Plutonomy n'a cessé de croître et s'enraciner. Et le fait que Davos se soit intéressé à la question des inégalités, dans son infinie bonté, ne fait que valider les prévisions de Citigroup.

**Abraham LINCOLN (Déclaration au Congrès des USA, 1860)**



Vous ne pouvez pas créer la prospérité en décourageant l'épargne.

Vous ne pouvez pas donner la force au faible en affaiblissant le fort.

Vous ne pouvez pas aider le salarié en anéantissant l'employeur.

Vous ne pouvez pas encourager la fraternité humaine en encourageant la lutte des classes.

Vous ne pouvez pas aider le pauvre en ruinant le riche.

Vous ne pouvez pas éviter les ennuis en dépensant plus que vous gagnez.

Vous ne pouvez pas forcer le caractère et le courage en décourageant l'initiative et l'indépendance.

Vous ne pouvez pas aider les hommes continuellement en faisant à leur place ce qu'ils devraient faire eux-mêmes.

<http://www.zerohedge.com/news/2013-09-19/druckenmiller-blasts-biggest-redistribution-wealth-poor-rich-ever>

La crise, semble-t-il a été dialectiquement retournée: de quelque chose de douloureux, mais de l'ordre d'un accouchement, les élites, ceux que j'appelle les dominants, en ont fait une opportunité. Une opportunité pour elles, pour franchir à marche forcée les étapes vers le monde, la structure du monde global à deux vitesses qu'elles veulent imposer.

Nous en arrivons à cette conclusion d'étape, d'abord et avant tout, à partir de l'analyse de ce qui se passe au niveau européen, car le chemin au niveau mondial est encore long. Le traité qui a été imposé par Merkel à la suite de la crise de 2010 n'aurait jamais été envisageable sans l'effondrement de la solvabilité des pays du Sud et sans les attaques scélérates des Anglo-saxons contre la charnière centrale de la construction européenne qu'est la France.

Le TSCG, ce Traité que nous désignons souvent par le Traité Sarkozy-Merkel, parachève en quelque sorte les étapes précédentes, celles qui ont supprimé la souveraineté monétaire, celles qui ont favorisé les transferts de pouvoirs aux fonctionnaires supranationaux, l'abandon des contrôles des parlements, la suprématie du droit communautaire, etc. L'Europe, depuis le TSCG, en tant que système, est en réaménagement subreptice total. On a enlevé aux parlements nationaux le droit de décider des impôts, de voter les dépenses. De choisir les orientations des politiques publiques. On impose maintenant le modèle social européen, contrôlé par les technocrates, la BCE, le FMI et même l'OCDE. Les directives, les règlements, les supervisions et maintenant, les « contrats » voulus par Merkel, ont vidé de toute substance la souveraineté nationale.

Qui ne voit à quel point Hollande est pitoyable dans sa tentative de faire passer pour une décision personnelle et française le grand subterfuge du « Pacte de Responsabilité ». Il tente de faire passer pour sienne une décision imposée par l'extérieur. Le meilleur révélateur en a été le chorus d'applaudissements que cette annonce de Hollande a déchaîné. La claque a été trop peu discrète.

Les instruments d'une politique autonome, nationale, ont été, soit détruits, soit transférés. Les deux plus importants, mais il y en a beaucoup d'autres, le monétaire et le budgétaire, ne sont plus, ni dans les mains des institutions nationales, ni dans les mains des exécutifs et législatifs souverains, non ils sont transférés. Ce qui s'est passé, ce qui est en train de se passer, c'est le Grand Transfert, complément du Grand Remplacement de peuple, c'est la mise en place d'un ensemble Post-Démocratique.

Et, en attendant que tout soit en place, on neutralise, on détruit. On neutralise par les directives, les contrôles et les « contrats » passés avec les Maîtres européens. C'est le sens du discours de Nouvel An de Merkel, révélé en clair en Janvier dans Le Monde, cet auxiliaire d'asservissement: « *Nous ne pouvons plus en Europe communiquer de manière diplomatique. Nous devons, comme en politique intérieure, aborder les problèmes sans fioriture et les résoudre ainsi* ».

Les idiots n'ont pas commenté ces lignes terribles. Pourtant, Merkel dit: c'est la fin de la diplomatie, donc la fin de la souveraineté nationale! Elle dit que tout doit être réglé comme les problèmes intérieurs, mais sous quel contrôle

démocratique ? Aucun, bien sûr. C'est un monde où règne la technocratie, il n'y a que des problèmes à résoudre bien sûr, pas de choix politique, en fait il n'y a qu'une solution, celle de Merkel et des eurocrates réunis. La politique, le choix des peuples, est évacué, il n'y a que des problèmes, c'est X-Crise, c'est la Synarchie, la Cagoule, c'est le vrai Fascisme. Il y a ceux qui savent, et il y a les autres. On ne choisit plus son destin de peuple, on se plie au destin implicite contenu dans des modèles économiques idéologiques élaborés ailleurs.

On détruit, par ce que l'on appelle improprement « les marchés ». Nous y insistons, nous disons improprement car il n'y a pas plus de marchés, en ces années, que de beurre en branche dans le système actuel. Parler de marchés est une escroquerie, une mystification, il n'y a que des lieux de manipulations, des champs de bataille truqués, des soi-disant marchés, dirigés, auxquels on, le grand « ON », fait dire aux gogos ce que l'on veut qu'ils disent. Un peu comme dans les sondages.

Le marché est un imaginaire qui recouvre :

- 1) l'espace manipulé par les Pouvoirs
- 2) ce contre quoi on prétend lutter pour tuer ce qui reste d'expression des libertés individuelles.

Le marché s'est dialectiquement retourné contre ce qu'il avait pour fonction de préserver, le choix, la liberté. Le marché est l'espace balisé par le plus fort, espace où il fait s'affronter les autres pour en tirer les marrons du feu et renforcer son imperium. Les tyrans faisaient s'affronter les esclaves dans l'arène afin de les monter les uns contre les autres et de les affaiblir. Le marché est un grand champ de désinformation où se manifestent les combats des Banques Centrales complices et en même temps rivales, les combats pour détruire tout ce qui résiste au rouleau compresseur de la globalisation version américano/compradoro/financière, toutes les couches sociales archaïques, larguées par cette mondialisation.

Le marché, ce faux marché où les paramètres et valeurs essentielles sont truqués ou imposés, est un instrument de destruction des formes récalcitrantes. Les marchés sont au mains des géants de la Finance, protégés par les Guelfes des Banques Centrales Ils constituent un instrument de géopolitique; confère ce qui vient de se passer avec le coup de force de la



dévaluation japonaise destinée à renforcer le nippon pour contrer le chinois. Un outil pour saboter ces formes qui s'opposent encore à l'extension du Pouvoir des Maîtres, Kleptos, Ploutos, Politiciens, Fonctionnaires complices, Médias connivents.

Ce faux marché, statistiquement non réparti, oligopole, manipulé, dirigé, est un outil qui sert à propager le monde à deux vitesses, le monde du développement inégal, ce monde dans lequel il y a les gagnants de la globalisation/mondialisation, les nouveaux seigneurs et, de l'autre, les perdants, les manants, les futurs serfs bêtement attachés à la terre de leurs ancêtres.

Ce faux marché que les idiots « béni oui-oui » à courte vue encensent, alors qu'il est le champ où se déroule leur destruction. Les défenseurs du libéralisme actuel sont des idiots s'ils ne font pas le travail de base qui consiste, d'abord et avant tout, à montrer, à démontrer que nous nous sommes pas dans un système libéral, pas dans un système de marché, mais dans un système d'économie et de pouvoir dirigés dont l'objectif est l'asservissement. Il y a d'un côté ceux qui devraient, comme les gladiateurs dans l'arène combattre à mort, s'entre-tuer librement (!) et de l'autre, dans les gradins et sur les trônes, les maîtres qui, eux, échappent à la soi-disant loi du marché, s'en exonèrent et prospèrent sur les dépouilles. A eux les Pouvoirs, les fastes, les palais et les femmes, n'est-ce pas Hollande!

N'oubliez jamais que la construction européenne, nous y reviendrons, n'a pas seulement détruit les instruments de la régulation et de la souveraineté nationale, elle a imposé par l'Acte Unique, le règne absolu de la Concurrence. Soit-disant concurrence bien sûr, car il s'agit essentiellement d'une concurrence destructrice dont la fonction historique et systémique est de détruire les formes économiques et sociales d'avant la dictature européenne, et d'avant la mondialisation, bref détruire tout ce que les Maîtres ont décrété comme étant archaïque.

Le règne de leur Concurrence, nous précisons bien, de leur Concurrence, c'est le règne de l'indifférencié. La concurrence a pour fonction de gommer, de tuer les différences, les spécificités. De ramener à un équivalent général. De faire disparaître les conditions de l'origine.

La Concurrence dit: « *le travail du chinois vaut celui du Français, celui du Suisse; le produit là-bas équivaut au produit ici* ». La Concurrence, leur

Concurrence, produit un ordre du monde nouveau, banalisé, sans spécificités, sans différences. Tout doit devenir Commodity, tout doit devenir marchandise soumise à équivalence. Qui dit équivalence dit pouvoir d'imposer cette équivalence, de dire ceci équivaut à cela et surtout de pouvoir en profiter pour faire des arbitrages, pour tirer parti de l'écart. Les trente dernières années sont celles de la mutation du capitalisme productif en capitalisme d'arbitrage à l'anglo-saxonne. Le capitalisme a cessé d'exister, en tant que système de production, il est devenu système d'arbitrage. L'extraction de la plus-value se fait par le jeu sur les valeurs et l'échange inégal, il ne se fait plus, pour la sphère développée, par la production/exploitation.

On le voit chaque jour sur les marchés financiers, il n'y a plus d'investisseurs, il n'y a que des mafias dont la « mission » est l'arbitrage. Elles arbitrent l'argent gratuit des Banques Centrales contre des autres papiers, des actions, des bonds, des instruments de crédit dont on a assuré la fongibilité, par des théories fausses. C'est ce que nous avons appelé en son temps: l'unification du champ des assets financiers, et maintenant immobiliers, sous la houlette des Banques Centrales par le biais de la manipulation des taux, du prix du risque et le « Put » généralisé. Qu'est-ce que le fameux QE, si ce n'est l'arbitrage gigantesque, historique, entre le mistigri des liquidités qui ne rapportent rien et les assets qui rapportent encore un peu, le tout sous la bénédiction, la guidance des Guelfes.

D'où les processus complémentaires et indissociables, de suppression des différences, de généralisation de la non-différence. Les Maîtres ne veulent voir qu'une seule tête, sans distinction de race, de nationalité, de genre sexuel. Vous comprenez mieux le sens profond des attaques contre la famille, la nation, la patrie, la race, la culture, le sexe. Tout ce qui fait différence, tout ce qui produit une différenciation est l'ennemi de ce système. Le Grand Remplacisme des populations en cours, fait évidemment partie de ce qu'il faut imposer.

La fameuse main invisible du marché est tellement grosse, géante, que c'est vrai, on ne la voit pas. Elle crève les yeux, les privant de toute possibilité de voir.

- Qui fixe les règles du jeu? Les Etats-Unis.

- Qui contrôle la monnaie mondiale qui impose les équivalences? Les Etats-Unis.

- Qui fixe le paramètre majeur de la vie économique, les taux d'intérêts? Les Etats-Unis.

- Qui a le marché financier dominant, l'ancrage de la valeur de tout chose ? Les Etats-Unis.

- Qui fixe la référence du coût du capital mondial, variable clef de l'investissement, et donc du chômage? Les Etats-Unis.

- Qui fixe la valeur des grands inputs des économies. Matières premières, énergie, etc? Les Etats- Unis?

- Qui gère l'universel, le modèle culturel, les désirs ? Les Etats-Unis.

- Qui fixe la valeur des marchandises échangées sur le marché international? Le couple concurrent/connivent Etats-Unis/Chine, la Chinamerica.

Il n'y a pas de marché, nous sommes dans un système dont les règles du jeu et les variables essentielles sont fixées par le plus fort, le détenteur de la puissance impériale et son atelier de serfs, la Chine et ses vassaux géopolitiques et militaires, le Japon et les Pétromonarchies. Et le sens de la construction européenne est de faire rentrer l'ensemble européen dans ce système de vassalité. Car ne vous y trompez pas, la construction européenne n'est européenne que de nom, elle n'est que la constitution d'un sous-ensemble dans un système plus vaste, féodalisé, post-démocratique, subordonné aux objectifs de ce capitalisme pervers. Ce qui se construit, ce n'est pas une Europe, c'est un magma informe, une masse, appelée à rejoindre la grande Zone Transatlantique de Libre Echange voulue par les Américains et applaudie par la Commission.

Quand le Maître accorde une faveur à ses vassaux japonais de dévaluer comme ils viennent de le faire, alors, les autres vassaux doivent s'incliner et accepter de subir la concurrence du vassal japonais qui bénéficie d'un « bon de pillage » de la demande mondiale, c'est à dire européenne. Les Maîtres réorganisent leurs jeux, leurs échiquiers, sur lesquels nous ne sommes qu'un pion...des pions réactionnaires, racistes, ringards et pourquoi pas, pour faire bonne mesure antisémites!

La fonction de ce pseudo marché est de véhiculer les valeurs, les prix, la concurrence, qui doivent détruire les formes rebelles, archaïques. Mais elle est aussi de dénigrer la vraie économie de marché et de liberté des hommes, des entrepreneurs, selon un procédé vicieux. Tout ce qui foire, c'est le marché

et tout ce qui est bien, c'est eux, les Maîtres. Ils corrigent, disent-ils, les imperfections du marché! Ils se donnent ainsi le droit de limiter, de contrôler votre liberté, vos préférences, telles que vous cherchez à les exprimer sur les marchés. Les marchés ne sont plus un lieu de confrontation de vos préférences individuelles, d'échange de vos efforts et de vos peines, non ce sont des lieux d'esclavage tenus par une Main de fer, dissimulée derrière la propagande anti-marché, anti-libérale.

La financiarisation est produite par les Maîtres, elle est inséparable de la globalisation.

Globalisation et finance marchent la main dans la main, tout comme on l'avait vu lors de la première grande mondialisation, celle qui avait conduit à la guerre de 1914. On se reportera à l'ouvrage de Suzanne Berger « *Notre Première Mondialisation* ». Tout comme le progrès technique, tout cela forme un ensemble, mais nous verrons cela plus tard.

Pour globaliser, il faut recycler les excédents et compenser les tendances déflationnistes à la baisse des prix en créant sans cesse de la monnaie, ce qui produit à jets continus de nouveaux assets financiers qui entretiennent et aggravent les inégalités. Puis, on se sert des inégalités pour taxer les classes moyennes en laissant le Très Grand Capital prospérer. Si on laisse se développer les tendances à la déflation, alors le système saute, puisqu'il est basé sur le crédit et les dettes, lesquelles, dans les déflations, renchérissent et rendent le système insolvable de proche en proche. Ainsi, on gouverne et on impose par le spectre de la révolution générale, on instrumentalise le chaos, ainsi tout est permis. Cela fait se tenir tranquille les peuples.

Vous vivez dans une économie de marché dirigé, instrumentalisé, pilotée dont l'objectif est triple :

- 1) véhiculer la destruction
- 2) renforcer le pouvoir des Maîtres
- 3) Gagner en se posant comme dénonciateurs des effets négatifs des soi-disant marchés.

Ceux qui défendent le libéralisme et l'économie de marché dans les circonstances présentes sont de fossoyeurs à courte vue: ce sont des idiots utiles, comme l'on dit. La tâche essentielle des amoureux de la liberté et des récalcitrants au nouveau féodalisme est de montrer que nous ne sommes pas

en économie de marché, pas en économie libérale, et que, défendre le système actuel, c'est donner aux autres, aux ennemis de l'aide, aide pour nous asservir.

Les gens de l'ultra-gauche qui continuent de crier haro sur le libéralisme, en fait, sont les complices objectifs des Maîtres exploiters. Il faut, dans les analyses critiques, intégrer les renversements, les mystifications, dont le modèle est contenu dans cette phrase simple: « *A l'avenir, ce sont les fascistes eux-mêmes qui dénonceront les autres comme fascistes* ». Il y a là un modèle de la propagande qui vise à faire prendre les vessies pour des lanternes. « Ils ont dénaturé les marchés pour les rendre haïssables et ils se posent comme le recours contre ces marchés qu'eux-mêmes ont pervertis et pourris ». Nous sommes dans un système dans lequel les pyromanes se prétendent pompiers. Ils paupérisent, montent les gens les uns contre les autres, afin de pouvoir se poser comme arbitres ou protecteurs. Ils terrorisent, prétendent dominer la planète, détruire toutes les identités, suscitent la révolte, les rebellions, les jacqueries, puis prétendent vous en protéger. Au passage, ils gagnent le droit de vous taxer, de vous épier, de vous surveiller et, finalement, de vous punir:

Car exploiter ne suffit pas, il faut mater!

## **Cherchez l'erreur...**

**Patrick Reymond Lundi 3 février 2014**

"Belgique: 589 communes pour 11M d'habitants.

France métropolitaine: 36551 communes pour 66M d'habitants ! Cherchez l'erreur... " (pris sur le figaro).

Par contre, le deuxième paramètre n'est pas bon ;

France : 641 185 km<sup>2</sup> (552 000 km<sup>2</sup> pour le territoire métropolitain).

Belgique : 30 528 km<sup>2</sup>. En comparant la superficie, on peut multiplier par 21. Soit environ 12 400 communes pour une superficie comparable.

Ce n'est déjà, plus la même musique...

Et oui, un paramètre important pour le zonage, ce n'est pas seulement la population, mais la superficie, et la géographie physique.

Des communes trop grandes, dans des espaces trop étendus, amèneraient à des gaspillages classiques, connus : frais de transports, moindre entretien, nécessité de créer une structure.

Déjà, on voit le cas dans la décentralisation. On envoie souvent les fonctionnaires territoriaux dans le centre de l'entité, que ce soit pour différentes raisons, alors qu'à une époque, on envoyait au plus près.

On fait donc faire 200 km, là où l'on en faisait 30. Mais, dépendant de la région, on va obligatoirement dans la région...

Vous voulez faire une formation ? Faites gaffe. La région untel la subventionne, pas la région truc. Aussi, un type vivant à 2 km d'un autre sera pris en charge, et pas l'autre ? Classique et déjà vu.

Réduire le nombre de régions, de départements, de communes ? Je prends le pari, que cela accroîtera les frais de fonctionnement...

Plus, bien entendu, les économies retirées seront tellement modestes qu'elles en seront insignifiantes. L'immobilier est acheté ?

A qui vendre le surplus de surfaces qui se dégagera ? Ou pourra t'on simplement se désengager de certaines dépenses, autrement que dans trente ans ???

De plus, connaissant les hommes politiques, je suis sûr que le dégraissage du nombre d'entités politiques entraînera une montée du nombre de fonctionnaires... et une augmentation des dépenses de fonctionnement.

Je me rappelle qu'une année, en Haute Loire, 30 enfants de plus pour le ramassage scolaire, cela représentait 1 000 000 euros de plus de ramassage scolaire.

Le premier ministre, le ministre de l'éducation, le rectorat étaient contents : pas un enseignant de plus, du redéploiement simplement.

Les parents étaient beaucoup moins contents, comme les autorités politiques locales... Ben tient, c'est eux qui payaient...

Résultat ? Une dérive des comptes publics. Et des finances des ménages... Sans compter les inévitables kilomètres en plus dans beaucoup d'endroits, que ce soit par ramassage, ou pour les innombrables occasions où on appellerait les parents pour telle ou telle raison. Sans compter aussi, les cantines en dérive, à la charge des finances publiques, elles aussi...

Mon dieu, préservait nous évidences et des mesures toutes prêtes, et qui "devraient", fonctionner...

J'ai le souvenir d'une autre période dans les archives. Le maire était un propriétaire non rémunéré, souvent le seul qui sache manier l'écrit, et son seul personnel était l'instituteur.

## Immatriculations en France...

Par Patrick REYMOND - Lundi 3 février 2014

ça boum. + 0.5 % pour le marché global, champagne.

Pendant ce temps, peunault et regeot cartonnent. + 8.8. les putains d'étrangers (certainement des boulangers) qui viennent manger le pain des français, font - 9.5 %.

C'est risible. Encore une manoeuvre à la con, du genre "vente aux concessionnaires", ou ventes achetées à gros coups de rabais...

Il reste qu'au même tarif, c'est à dire à 125 000 automobiles particulières neuves vendues mensuellement, on arrive à un total de 1 500 000, c'est à dire pas grand chose, un très mauvais millésime, sans doute insuffisant pour maintenir le parc à son niveau actuel.

Estimé à 31.5 millions de véhicules particuliers, l'espérance de vie d'un véhicule serait donc de plus de 21 ans...

Donc, les constructeurs français ont été à Canossa en Iran, tête basse et queue entre les jambes, pour accéder à un marché auquel ils ont volontairement renoncé, pour faire plaisir à barack.

Bien entendu, une fois les ordres reçus exécutés, les dits producteurs ont été jetés comme vieille chaussette.

## Pour l'austérité...

Par Patrick REYMOND - Lundi 3 février 2014

Il paraît qu'en France, on est pour l'austérité, pas à une grosse majorité (52 %), mais pour l'austérité quand même, surtout les catégories qui n'ont aucun souci (retraités, fonctionnaires) de pérennité de leurs ressources, vis-à-vis de ceux qui ont de gros soucis du lendemain, les chômeurs pour ne pas les citer.

Il paraît que les affamer, ça va les rendre plus efficace pour trouver un travail



qui n'existe pas.

Les économies, quand à elle, on devra les chercher après, parce que ces salauds de chômeurs, non seulement, ils ne dépenseront pas l'argent qu'ils n'auront plus, mais tomberont sous le RSA, enfin, tous les autres dispositifs, mais en plus, il y aura les autres effets que les fonctionnaires et retraités UMPS, n'auront pas prévu.

Cet autre effet, ça s'appelle la guerre. Et d'ailleurs, sabrer les dépenses sociales, ça s'appelle la lutte des classes, et cela ramène à la guerre, aussi.

La guerre peut prendre bien des formes. Prenez les anciens du Viet Nam. Ils sont revenus mal aimés, dans un pays qui a eu du mal à les accueillir économiquement parlant.

Beaucoup se sont retrouvés dans la seule structure où ils étaient les bienvenus. A savoir les gangs ethniques, ou les gangs ultra-violents de bikkers, où ils pouvaient valoriser la seule chose qu'ils savaient faire ; combattre et tuer, pour gagner de l'argent dans le trafic de drogue, de métamphétamines, d'armes automatiques ou lourdes, la prostitution, etc.

Souvent, aussi, ils se retrouvaient clochards.

Enfin, bien entendu, les budgets sociaux n'ont aucunement diminué. S'ils étaient pingres, beaucoup plus de personnes y ont droit désormais.

Quand à "cotiser moins", sur le chômage, c'est risible. Le taux de cotisation salariés est en [France de 2.40 %](#), c'est à dire qu'une baisse ne se verrait même pas sur la fiche de paie, ou de manière plus qu'homéopathique, une baisse de 1 %, donnerait 15 à 20 euros par mois, c'est à dire quasiment rien, pour les retraités, rien, et pour les fonctionnaires, que dalle aussi.

On voit donc que cette fausse bonne idée est ce qu'elle est, une fausse bonne idée. Quand aux autres mesures, on peut les lister :

- "Ils sont 64% à être «favorables» à une radiation automatique des chômeurs qui refusent plus de deux offres «raisonnables» d'emploi". Donc, les 64 % sont complètement paumés.

En effet, j'aimerais qu'on me présente un chômeur à qui on a fait deux offres "raisonnables", d'emplois...

- "61% à souhaiter «exclure du régime spécifique des intermittents les

techniciens du spectacle, qui pourraient être soumis au droit commun»". le seul problème n'est pas le périmètre des intermittents du spectacle, mais leur niveau de cotisation ridicule par rapport à leurs prestations. Et si ce niveau disparate existe encore, la seule existence de ce système d'indemnisation.

Toutes les idées réactionnaires, émanent des petits nervis de la CGPME, refusé en bloc, même par les syndicats Kollabos ("Il faut être sérieux, ce sont des propositions qu'on ne peut pas entendre "), et pris avec des pincettes, même par le MEDEF.

En réalité, la seule mesure qui aurait un effet tangible sur la fiche de paie, serait, vu le montant des cotisations, une baisse massive des retraites ACTUELLES. Là, je pense que les retraités UMPS verraient rouge... comme dans leurs vertes années. Il ne faut pas oublier que les ans passant ont transformés ces électeurs encartés au PC, en solides bourgeois réactionnaires, imbus de leurs trois sous d'économies et de leur pavillon de banlieue.

Ces français un peu trop naïfs, amateurs et friands d'économies et d'austérité, n'ont qu'un seul défaut ; ils croient ce qu'on leur chante.

Et reste incrédules devant la réalité : ce sont eux, qui vont passer à la casserole.

Je vais leur rappeler ce qu'était un riche, à une autre époque. Sous la monarchie de juillet, pour être électeur, il fallait payer 200 francs d'impôts, et pour être élu, 500.

Cela représentait environ un salaire annuel de la majorité de la population...

### *Le système financier chinois :*

## **UNE COPIE DE PLUS SANS AUTORISATION !**

3 février 2014 *par* François Leclerc

Développement du risque systémique et persistance de l'aléa moral... y aurait-il du nouveau dans ces domaines déjà largement explorés ? Oui, car il s'agit de la Chine et non plus des travers financiers connus d'un pays occidental !

Un tout de passe-passe, dans les usages des autorités chinoises, a finalement permis de renflouer les investisseurs attiré par la promesse d'un fort rendement, qui s'étaient fourvoyés dans l'achat d'un produit financier correspondant au prêt à un débiteur ayant fait défaut. Saura-t-on jamais l'identité du généreux bienfaiteur ? on peut en douter ! Il aura en tout cas permis de couper court aux inquiétudes manifestées à propos des effets systémiques redoutés de l'affaire. Le produit en question, créé par un « trust » emblématique du shadow banking, China Credit, était commercialisé par Industrial and Commercial Bank of China, un fleuron du système bancaire officiel. Entre les deux secteurs, la cloison est poreuse.

Certes, la banque a les reins assez solides pour faire face sans difficulté à une perte de 360 millions d'euros, mais elle s'y refusait, n'ayant eu qu'un rôle de commercialisation. Le signal qui aurait été donné en laissant sans réagir les choses suivre leur cours était susceptible de créer un affolement dans un système financier non régulé qui a beaucoup prêté, sans nécessairement faire preuve de discernement ! Avec comme raison un incontestable aléa moral, autrement dit la conviction que les autorités épongeront les pertes, ce qui s'est effectivement produit.

Les autorités ont récolté ce qu'elles ont semé. Elles ont laissé se développer rapidement le shadow banking, y voyant un moyen de financer les secteurs les plus dynamiques de l'économie en dehors des circuits bancaires établis, qui réservent en priorité leurs intentions au secteur économique traditionnel. En quelque sorte, une tentative de contournement des obstacles rencontrés à la réorientation de l'économie chinoise vers le marché intérieur.

Mais était-il nécessaire de procéder à cet escamotage qui va renforcer encore l'aléa moral dans un secteur financier opaque et offrant peu de prise ? N'aurait-il pas mieux valu créer un choc salutaire afin de porter un coup d'arrêt aux pratiques dangereuses ? Il a été décidé de ne pas prendre de risque dans l'immédiat, ce qui revient à le reporter à plus tard et dans une situation ayant empiré, car d'autres défauts sont inévitables. Selon l'hebdomadaire *The Economist*, les « trusts » gèreraient désormais 1.700 milliards de dollars d'actifs, qui certes ne se révéleront pas tous toxiques. En attendant, encouragé, le système financier chinois va continuer à n'en faire qu'à sa tête, ce qui nous rappelle aussi quelque chose.

En raison de la non convertibilité de sa monnaie, la Chine pouvait paraître

solide dans un monde secoué par une crise monétaire. Mais un ver est dans le fruit.

## **Plus de 40% des sociétés de l'UE se plaignent de la corruption**

**Wikistrike, Danielle Rouquié pour le service français**

BRUXELLES (Reuters) - La corruption est un problème pour 43% des sociétés qui travaillent dans l'Union européenne et son coût économique est évalué à 120 milliards d'euros, rapporte la Commission européenne lundi dans son premier rapport sur le sujet.

La nature des actes de corruption, mais aussi le niveau de corruption et l'efficacité des mesures prises pour lutter contre ce phénomène varient d'un Etat à l'autre, indique la CE.

Pratiquement toutes les sociétés espagnoles, grecques ou italiennes estiment que la corruption est un phénomène largement répandu, alors qu'elle est considérée comme un fait rare au Danemark, en Finlande et en Suède.

Ces conclusions vont dans le sens de l'indice de perception de la corruption de Transparency International, qui classe la Grèce à la dernière place des pays de l'UE, soit à la 80e place globale, avec la Chine. Le Danemark est considéré comme le pays le moins corrompu.

Toutefois, "la corruption mérite une plus grande attention dans tous les Etats membres", ajoute l'exécutif européen.

Par domaine d'activité, ce sont la construction et la promotion immobilière en zone urbaine et le secteur de la santé qui sont le plus exposés à la corruption, dit le rapport. Le secteur des marchés publics l'est également, indique le rapport qui propose une amélioration des mécanismes de contrôle.

"La corruption sape la confiance des citoyens dans les institutions démocratiques et l'Etat de droit, elle nuit à l'économie européenne et prive les pouvoirs publics des recettes fiscales dont ils ont cruellement besoin", a déclaré Cecilia Malmström, commissaire européenne chargée des Affaires

intérieures.

Elle souligne que les Etats membres "ont beaucoup fait" au cours des dernières années pour lutter contre la corruption, mais estime que ces efforts sont "loins d'être suffisants".

## CONFLITS D'INTÉRÊT

Outre une analyse de la situation dans chaque Etat membre de l'UE, la Commission européenne présente les résultats de deux vastes sondages d'opinion. Plus des trois quarts des citoyens européens (76%), et 68 % des Français, estiment que la corruption est très répandue dans leur propre pays.

Au niveau de l'UE, quatre entreprises sur dix considèrent la corruption comme un obstacle aux affaires. En France, cet avis est partagé par six entreprises sur dix.

Le rapport prend acte des mesures prises récemment par la France en matière de conflits d'intérêts et des textes législatifs applicables au personnel politique et aux agents publics. En revanche, dit le rapport, "les risques de corruption dans le secteur des marchés publics et dans les transactions commerciales internationales n'ont pas été traités."

En conséquence, la CE propose que la France procède à une "évaluation globale visant à détecter les risques au niveau local et fixe des priorités pour des mesures de lutte contre la corruption dans le secteur des marchés publics".

"Le problème de l'Europe ne concerne pas tant la petite corruption que les liens entre la classe politique et les entreprises", estime Carl Dolan, de Transparency International à Bruxelles.

Il juge que la question des conflits d'intérêt entre les politiques et le monde des affaires n'est toujours pas réglée.

Plutôt qu'un pot-de-vin, dit-il, la récompense des hommes politiques pour avoir favorisé telle ou telle société en lui faisant remporter des contrats ou en faisant voter des modifications de la loi, est constituée par des postes dans le

secteur privé une fois qu'ils ont quitté leurs fonctions.

## **Pourquoi la finance n'est toujours pas réparée**

Par [Jean-Marc Vittori](#) | 04/02 | [Les Echos](#)

En cinq ans, la finance a beaucoup changé. Pourtant, son image reste médiocre. Ce n'est pas très étonnant, car elle reste fragile. Et des questions fondamentales sur son organisation n'ont toujours pas de réponse.

Tu veux faire n'importe quoi ! Non, c'est pas vrai, et toi, d'abord, tu sais même pas lire ! » Cet échange n'a pas eu lieu hier dans une cour de récréation, mais la semaine dernière sur la scène financière européenne, entre deux personnalités françaises de premier plan. Les mots étaient bien sûr un peu différents, mais c'est exactement le sens de leur échange. Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France, qui n'est pas réputé pour ses coups de gueule, a pourtant affirmé que les pistes de réforme bancaire proposées par Michel Barnier, le commissaire européen au Marché intérieur, « *sont des idées, je pèse mes mots, qui sont irresponsables* ». Ledit Barnier a rétorqué qu'il ne pouvait pas croire que Christian Noyer « *ait pu faire ces déclarations en ayant pris connaissance du détail de nos propositions* ».

Cet affrontement peut surprendre au moment où l'Europe semble enfin sortir de la crise économique, où le tonnerre de la crise financière est parti gronder sous d'autres cieux, où politiques et financiers espèrent que la crise bancaire connaîtra son épilogue à l'automne avec le coup de projecteur donné par la Banque centrale européenne sur les bilans des banques (AQR en jargon, pour « *asset quality review* »). Sa violence révèle au contraire que des questions essentielles n'ont toujours pas de réponse.

En cinq ans, le monde de la finance a certes beaucoup changé. Les banques doivent avoir davantage de capital pour prêter de l'argent afin d'être plus solides. Elles sont tenues de constituer des coussins de liquidité pour supporter un blocage du [marché monétaire](#) comme celui de l'automne 2008. Elles sont obligées de cantonner des activités risquées dans des entités séparées. Elles appliquent de nouvelles règles pour verser des bonus - calendrier, ampleur, conditionnalité. Les régulateurs évaluent désormais leur capacité à résister aux chocs. Ils exigent des « testaments » (un plan de la

banque avec des pointillés indiquant où on peut la découper en cas de problème). En Europe, ils montent une nouvelle caisse de secours. Jamais le cadre de la finance n'a autant changé depuis les années 1930 ! Du coup, les rouages commencent à tourner autrement. Les entreprises vont de plus en plus chercher sur les marchés des fonds qu'elles empruntaient autrefois aux banques - ce qui constitue un nouveau défi pour les PME européennes.

Malgré ces efforts, l'image de la finance reste mauvaise. Dans le [baromètre Edelman](#) sur la confiance établi à partir d'un sondage auprès des « publics informés » (revenus élevés, intérêt pour les questions politiques), l'industrie financière est au dernier rang des secteurs avec les médias (51 % de confiants contre 59 % dans l'énergie, 65 % dans les biens de consommation, 79 % dans les technologies). Le diagnostic du cabinet Mediatenor, qui publie chaque année une étude sur l'image des banques à travers les journaux télévisés du monde entier, est encore plus sévère. Plus de 60 % des sujets évoquant l'une des dix grandes banques mondiales renvoient une tonalité négative, proportion voisine de celle observée pour... la Mafia et Al Qaida.

Cette piètre image peut refléter un décalage : médias et opinion publique n'auraient pas encore pris la mesure des améliorations. Elle peut aussi refléter un travail inachevé. La finance est bien sûr indispensable à l'économie, comme le cœur est indispensable au corps humain. Mais elle a deux spécificités qui la rendent très différente des autres activités. D'abord, le [marché financier](#), où l'on s'échange des promesses, ne converge pas vers l'équilibre, contrairement aux marchés où l'on s'échange des biens et services. Quand le prix d'une action, d'une devise, d'une obligation monte, cette montée peut stimuler la demande au lieu de la modérer - Keynes parlait du « *concours de beauté* », le philosophe René Girard de mimétisme. Ce n'est pas le cas pour les oignons, les voitures ou les chambres d'hôtel. Et c'est ainsi que se forment les bulles, à l'explosion redoutable. Ensuite, les acteurs de la finance dépendent les uns des autres, plus que les professionnels de n'importe quel autre secteur. Ils se prêtent de l'argent à longueur de journée. La chute de l'un peut faire chuter les autres. C'est le fameux [risque systémique](#), revenu brutalement dans le paysage un certain 15 septembre 2008.

Pour traiter ces deux spécificités, il faut un corset réglementaire beaucoup plus étroit que partout ailleurs. Ce corset existe d'ailleurs depuis longtemps. Il était visiblement inadapté. Politiques, régulateurs et financiers eux-mêmes

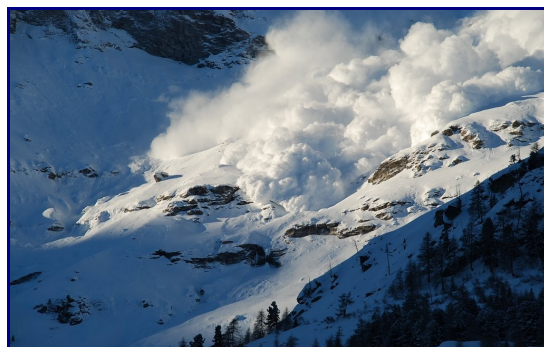


ont beaucoup travaillé depuis cinq ans pour resserrer les mailles - souvent bien, parfois trop ou pas assez, quelquefois inutilement. Ils ont défini les contours d'une politique « macroprudentielle » visant à éviter le risque systémique. Ils n'ont cependant pas vraiment répondu à la question qui fâche le plus en Europe : que faire du « too big to fail » - trop gros pour faire faillite ? La France, l'Allemagne, le Royaume-Uni ont créé des dispositifs sur mesure pour traiter la question - ou éviter de la traiter. La Commission arrive avec une proposition différente, qui entraînerait un déboîtement du paysage bancaire français. C'est le coeur de l'algarade entre Michel Barnier et Christian Noyer. Le commissaire européen a peu de chances d'imposer son projet en l'état. Mais, pour que la finance soit vraiment réparée, il faudra répondre à toutes les questions qui fâchent.

[Pour éclairer les débats actuels sur la finance, la Fondation Croissance responsable a publié en début d'année un utile rapport : « La finance responsable ». Disponible sur <http://www.croissance-responsable.fr>](http://www.croissance-responsable.fr)

## **Mais OÙ ILS SONT passés les « acheteurs sur faiblesse » ?**

Chronique matinale par Thomas Veillet - 4 février 2014



C'est fou comme le vent a tourné en deux semaines. Si je ne me trompe pas, à la mi-janvier on était encore en train de se donner des grandes claques dans le dos en s'expliquant mutuellement pourquoi ce marché ne pouvait pas baisser et que ça rigolait et que de toute façon les obligations c'est tout pourri et que la FED serait toujours là pour nous soutenir et qu'en plus la croissance, ben elle est super-bonne et le chômage ce n'est qu'une légende urbaine, en fait tout le monde il y a du boulot et tout le monde il est heureux.



En ce temps-là, on était TOUS quasiment convaincus que le marché ne pouvait plus vraiment baisser et que même si jamais, par le plus grand des bonheurs, il devait baisser ça ne serait qu'une « opportunité d'achat » et qu'il n'y aurait qu'à se baisser pour profiter des soldes.

Eh bien visiblement ce jour est arrivé et, étonnement je n'ai pas l'impression que les gens se précipitent pour faire les soldes, cela doit probablement être dû au fait qu'il y a de la neige à la montagne et que tout le monde est parti skier. Sans aucun doute.

En gros, ça fait deux semaines que ça baisse et personne ne comprend vraiment ce qui se passe, on est en mode « pas taper sur la tête, pas taper sur la tête » et on se demande bien quand cela pourrait bien se terminer. Le problème c'est que plus on attend que ça se termine, plus les nouvelles sont mauvaises et plus on atteint des niveaux qui sont susceptibles de déclencher les ordres de vente de la part des « algorithmes » – mais oui, vous savez ces trucs qui sont censés être l'avenir de la finance et qui vont probablement nous déclencher le prochain krach boursier quand ces « superbes machines » qui représentent 40 à 50% du marché vont s'emballer toutes en même temps – ou presque – parce qu'elles ont reçu le même signal au même moment et que l'on va se retrouver le cul par terre en disant « ah ben si on avait su... »...

Bref, c'est pas terrible ce qui se passe et on est effectivement en train d'arriver sur des niveaux qui foutent les jetons à tout le monde, pour certains les supports importants sont déjà cassés sur le S&P500, le Dow Jones est en dessous de sa moyenne mobile des 50 jours, le S&P500 s'en approche dangereusement et alors que l'on était TOUS CERTAINS que le prochain objectif sur le S&P500 était de 2'000, on se retrouve à douter... Ce n'est pas bon le doute.

Et vous noterez aussi que l'objectif psychologique des 2'000 sur le S&P500 (qui était une quasi-certitude il y a encore 17 jours) est le même que celui que nous avions sur l'or en toute fin d'année 2012. Coïncidence ou similitude perturbante ? En tous les cas, le consensus global était le même est la conviction, si elle était mesurable, devait probablement être la même.

« For the record », la raison de la baisse d'hier était le fait que la Chine a confirmé son ralentissement que nous connaissions déjà et que les chiffres de l'ISM étaient franchement pourris aux USA.

« Franchement pourris », c'est le terme. Il faut tout de même savoir que la communauté des analystes économiques météorologues avait fait tourner leurs spreadsheets Excel et étaient arrivés à la conclusion que, normalement, à quelques décimales près, le chiffre de l'ISM Manufacturing devait être de 56.. Par là autour. En admettant que le terme de « par là autour » veuille aussi dire « à 10% près », ils n'étaient pas trop faux finalement.

Alors que le consensus était de 56 contre 56.5 en décembre, le chiffre de janvier est sorti à 51.3. OUCH...



*Chart from Yahoo !Finance – Dow Jones a traversé sa moyenne des 200 jours*

Au moment de la publication, il y a bien quelques voix qui se sont élevées pour dire que c'était tout de la faute de la météo très froide en ce mois de janvier 2014, mais pour être franc, ces quelques voix laissent le marché de glace (c'est le cas de dire) et un sell-off digne de son rang était déclenché dans la foulée. Entre la Chine qui plante les freins, les chiffres de l'ISM qui sont tous pourris et les ventes de voitures qui ralentissaient aussi, il n'y avait franchement pas de quoi sortir en boîte pour fêter ça. Ce fût donc une journée en rouge... sans distinction. En fin de séance, le S&P termine à 1741, enfonçant à peu près tout ce qui existait comme « support » technique, ne laissant que la moyenne mobile des 200 jours 30 points plus bas pour faire office de dernier rempart. Le Dow Jones quand à lui, il a carrément passé à travers sa moyenne mobile des 200 jours, comme si c'était une plaque de beurre posée sur le tableau de bord d'une voiture une après-midi du mois de juillet.



Chart from Yahoo !Finance – S&P500, sur la route des 1706

On ne peut pas dire que l'ambiance est euphorique. C'est tout de même assez drôle, parce qu'il y a 2 semaines j'étais invité à la radio et à la fin de l'interview, le journaliste me demande sur le ton de la boutade quand est-ce que je prévois le prochain krach, je lui réponds du tac au tac que ça sera le 3 mars à 14h30. Caramba, me suis raté d'un mois. OK, ce n'est pas un krach, mais ça m'aurait suffi...

En Europe aussi on publiait les chiffres du PMI, on peut dire que ça allait encore avec le retour en grâce de l'Espagne, l'Allemagne qui se marre, l'Italie qui s'accroche avec peine en affichant une « croissance qui ralentit un peu », mais c'est du côté de la France que l'on peut se faire du souci, car on ne sait même plus la dernière fois où des chiffres économiques ont montré une amélioration – mis à part sur les ventes de casques pour scooter. De toute manière, avec les USA qui étaient en mode « on va tous mourir » ; il ne fallait vraiment rien attendre de l'Europe, même en comparaison, on surperforme nettement les USA.

Je pourrais vous parler des titres individuels, mais pour être franc, hier on en a pris un pour taper sur l'autre et mis à part dans quelques cas vraiment spécifiques, il n'y avait vraiment rien à en tirer ; même « Facebook le merveilleux » baissait aussi, c'est dire.

En ce qui concerne l'or, visiblement le marché n'est pas encore dans un état de panique suffisant pour se jeter sur le métal jaune qui se traite en ce moment à 1256\$, mais quand on se réfère à l'article suivant, on se dit que ce n'est pas possible un de ces jours, ce truc va exploser comme un bouchon de champagne..

**Tic-Tac-Tic-Tac**

Enfin, le jour où ça se produit, il ne faudra pas dire qu'on ne vous l'avait pas dit.

Le pétrole ne fait rien, mais alors rien.. Enfin, mis à part resserrer son «trading range » e préparer sa sortie par le haut ou par le bas, je ne vois pas trop ce qu'il y a dire sur le sujet. En ce moment il est à 96\$ et des poussières et affiche la vigueur et la motivation d'un escargot qui vient se faire passer dessus par un 30 tonnes.

Ce matin l'Asie est incapable de résister, Hang Seng se fait laminer et abandonne près de 2.3% alors que le Nikkei – le coup sûr de l'année – se prend une baffe supplémentaire, comme si lest 2000 points perdus jusqu'à maintenant ne suffisaient pas. Ça ressemble à du « courage fuyons, les femmes et les hedge funds d'abord ». Pourtant, même s'il y a un arrière-goût de panique là derrière, surtout depuis que je suis tombé sur deux articles ce matin qui recommandait de « ne surtout pas paniquer », le Nikkei est encore relativement disposé techniquement. La tendance de fond est encore là ou presque et la moyenne mobile des 200 jours eh bien, on est posé dessus ce matin. Pour le moment l'indice japonais recule de 3.4%... Yeepeekai. Et ce qui fiche la trouille, c'est que les Chinois sont en train de se saouler pour le Nouvel An et qu'ils n'ont pas encore rouvert depuis jeudi passé...



Chart from Yahoo !Finance – Nikkei, on s'accroche à la façade

Pour le reste des nouvelles, on va noter tout de même qu'hier soir après la clôture, Yum Brands a sorti des bons chiffres, visiblement on se nourrit encore de poulet frit et de pizzas. Le titre prenait 4.2% après la cloche. L'éditeur de jeux vidéos, Take Two a fini « game over » hier soir. Ils ont déçu sur leur trimestre et le titre perdait 3.4%. Il faut dire que vu ce qui se passe sur les

marchés, le gens ne s'intéressent que très peu aux chiffres du trimestre qui ont encore l'outrecuidance d'être publiés alors que la peur se fait sentir.

Il faut noter aussi que l'on a l'impression que les fondamentaux sont en train de nous échapper et que les seules choses auxquelles nous nous raccrochons encore, c'est les graphiques. Ce matin je crois que j'ai dû tomber sur une demi-douzaine d'articles publiés par des « analystes techniques », visiblement on cherche le réconfort là où l'on peut le trouver.

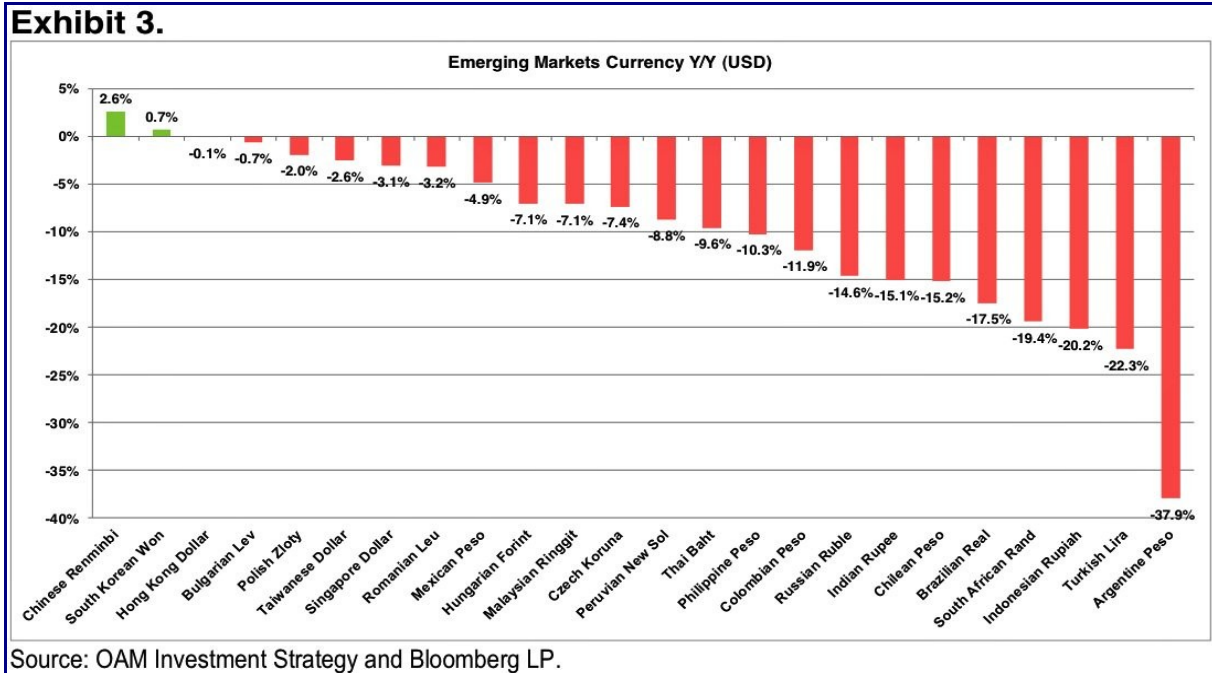
Herbalife n'est pas mort, le fabricant de pilules pour maigrir qui ressemble au jeu de l'avion – pas les pilules (trop dur à avaler en forme d'avion) – continue de faire parler d'elle. La société vient d'annoncer l'émission d'une obligation convertible afin de pouvoir racheter leurs propres actions. Le titre prenait 7% sur la nouvelle et Bill Ackmann s'est encore pris un coup de pied en dessous de la ceinture.

Quelques headlines pour ce matin :

- Pourquoi est-ce que le sell-off actuel c'est beaucoup de bruit pour rien
- Marchés émergents : est-il temps de racheter ?
- Analyse technique : les techniciens voient encore plus de ventes à l'horizon
- Marchés émergents : les valorisations tentent les investisseurs
- La Hongrie et la Russie, les prochains candidats à la hausse des taux
- Acheter sur faiblesse ?
- Utiliser la volatilité pour naviguer dans les marchés
- Les investisseurs doivent juste être patients et ne rien faire
- Le Dow Jones va à 18'000, achetez des actions maintenant !
- Le Brésil annonce un déficit record
- Jusqu'où ira le Dow Jones ?
- La BCE va-t-elle baisser ses taux par crainte de déflation ?

Tout ça pour vous dire que si l'on devait « imaginer » ce qui se passe, je pense que la meilleure manière c'est de jeter un gros caillou au milieu d'une fourmilière. Vous verrez que dans les premières minutes, ça va être la panique et ça va prendre un peu de temps avant que tout le monde s'organise et fasse le nécessaire pour virer le caillou de la fourmilière. Là tout de suite, à l'échelle des marchés financiers, on vient de se prendre le caillou et on a besoin d'un peu de temps pour recommencer à penser tous de la même manière.

On parle toujours beaucoup des marchés émergents, petit point en image de la correction entamée depuis un an sur leurs monnaies respectives :



*Nous sommes donc en pleine période de doute, des doutes au pluriel et en MAJUSCULES.. Tout paraissait pourtant si simple. Mais c'est encore une leçon à apprendre : « quand cela paraît trop simple, c'est qu'il y a toujours un truc qui va nous tomber dessus » .. Sans vouloir faire le corbeau non plus..*

Côté chiffres économiques du jour, voici le calendrier de la journée, ce n'est pas la plus exceptionnelle, mais réjouissons-nous, vendredi c'est les chiffres de l'emploi, quand on voit la gueule de l'ISM, on peut craindre le pire pour le reste...

*Côté publication des chiffres, il y a toujours un wagon de monde qui publie, mais ça devient moins populaire, en revanche pour nous, les Suisses, ce matin ça sera le tour de l'UBS et c'est toujours un moment particulier. Pour le reste, vous trouverez la liste ici :*

<http://hosting.briefing.com/cschwab/Calendars/EarningsCalendar5Weeks.htm>

Donc oui, l'UBS a publié et sont de retour dans les chiffres noirs, ils annoncent un bénéfice de 3.17 milliards contre une perte de 2.48 milliards en 2012. Attendons de voir la réaction du juge de paix, le marché ouvre à 9h00.

Du côté des futures, on tente le rebond ou bien ? Difficile à dire, pour le

moment les indices US et européens sont très légèrement en hausse, mais par contre le Nikkei est en train de partir en apnée et clôture en baisse de 4.2% à 14'008. Les optimistes diront que l'on a tenu les 14'000, les pessimistes diront que l'on a défoncé la moyenne des 200 jours.

Je crois que c'est tout ce qu'il y a dire pour le moment, il semblerait que l'orage ne soit pas encore terminé, mais l'on peut penser que l'un de ces prochains jours, on aura tout de même un truc à jouer à la hausse. Peut-être le jour où les « algos » auront définitivement pété les plombs... Et puis n'oublions pas tout de même que la victoire des Seahawks dimanche passé, veut tout de même dire que (statistiquement) le marché doit monter !!!

Avant de vous quitter, je voudrais encore vous faire partager notre dernier article. Il y a quelques semaines nous avons pu rencontrer Jean-Claude Biver, patron de Hublot, et nous lui avons posé quelques questions autour du thème de l'investissement, le résultat est ci-dessous (cliquez sur la montre) ..



Bonne lecture, bonne journée et je me réjouis de vous retrouver demain matin. Que la caféine soit avec vous.

*Thomas Veillet*  
*Investir.ch*

« As you know, President Obama gave his State of the Union address last night. Obama says he wants to give 'America a raise.' He's just waiting, of course, for final approval from China. As soon as they say it's OK, then we'll move ahead. » –Jay Leno

## [Les bonnes idées policières de l'Union Européenne](#)

HASHTABLE 4 février 2014

Il s'en passe des choses, en coulisse des administrations européennes : manifestement, des gens sont rudement au travail pour nous offrir une société plus douce et plus câline à tel point que vouloir en sortir semblera si ridicule qu'on vous en empêchera efficacement. Et si l'on en croit [Auto Express](#), un magazine anglais spécialisé dans les voitures, cela prendra la forme – totalement surprenante, bien sûr – d'un nouveau dispositif sécuritaire dont les clefs de contrôle seront remises dans les mains étatiques...

Tout part d'un constat alarmant : certains malfrats n'hésitent pas à utiliser des voitures pour commettre des délits, des crimes et pour s'enfuir ensuite. L'action de la police consiste alors à devoir prendre en chasse les vilains et les méchants, ce qui peut provoquer une prise de risque, des tôles froissées et des gens qui meurent. Accessoirement, c'est aussi très mauvais pour l'environnement, et c'est, on peut le dire, une dépense d'énergie inutile dans ce monde où chaque joule compte. Dès lors, comme c'est un problème évident de société, les autorités compétentes, les périphériques et les accessoires se sont penchées sur la question d'autant plus qu'il était technologiquement envisageable de trouver une solution élégante, relativement simple à mettre en place et parfaitement scandaleuse dans l'esprit, ce qui ne gêne rien.

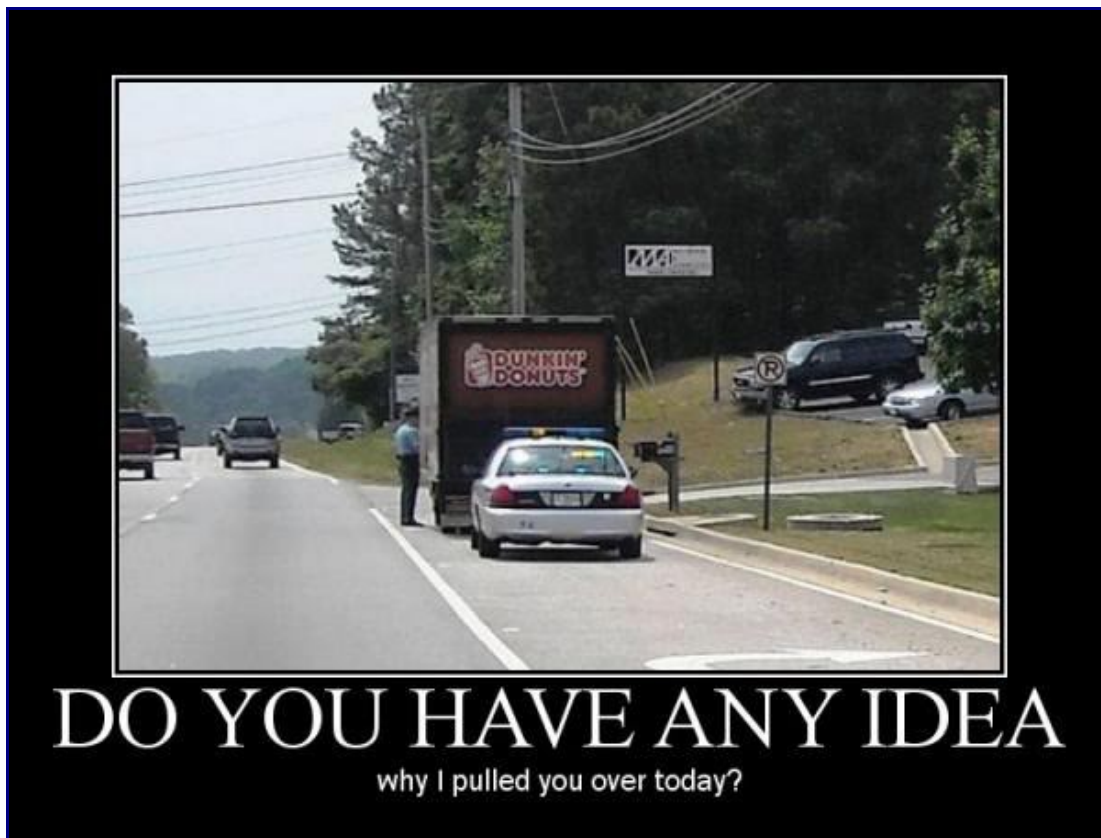
Et c'est donc dans le cadre d'ENLETS qu'on découvre la « solution » que nos élites envisagent pour ce piquant problème. ENLETS, c'est l'abréviation de « European Network of Law Enforcement Technology Services », et ce bidule, rattaché à [Europol](#), fut créé en 2008 comme un sous-groupe de travail consacré à l'application de la loi, lors de la présidence française du Conseil de l'Union Européenne (ce qui n'étonnera personne, les idées qui partent en sucettes provenant toujours et avec une constance stupéfiante des mêmes nids collectivistes). Or, suite à une fuite d'un récent rapport (qu'on pourra donc [lire ici](#)), on découvre, au milieu du blabla bureaucratique habituel, un peu après quelques paragraphes consacrés à la reconnaissance automatique de plaque d'immatriculation (un grand classique pour les radars français, écotaxe ou pas), que les policiers branchés envisagent sérieusement la mise en place européenne d'un système permettant l'arrêt à distance d'une voiture. En substance, l'idée est d'avoir une sorte de télécommande avec un gros bouton « arrêt » qui mettra fin à la course poursuite avant même qu'elle ait lieu :



**Remote Stopping Vehicles** : Cars on the run have proven to be dangerous for citizens. Criminal offenders (from robbery to a simple theft) will take risks to escape after a crime. In most cases the police are unable to chase the criminal due to the lack of efficient means to stop the vehicle safely. This project starts with the knowledge that insufficient technology tools are available to be used as part of a proportionate response. This project will work on a technological solution that can be a “build in standard” for all cars that enter the European market. –

*Les voitures en fuites sont dangereuses pour les citoyens ; les criminels n’hésiteront pas à prendre des risques pour échapper à la justice. Dans la plupart des cas, la police est incapable de rattraper le criminel faute d’un moyen efficace pour arrêter le véhicule en toute sécurité. Ce projet débute en sachant qu’il n’y a pas encore d’outils technologiques disponibles pour une réponse proportionnée. Ce projet travaillera sur une solution technologique qui pourra être standardisée à toutes les voitures entrant le marché européen.*

De prime abord, cette idée n’est pas à proprement parler complètement idiote. À l’instar d’un enfant qui a toujours le choix d’arrêter net sa voiture télécommandée avant qu’elle ne tombe dans un trou inopportun, le principe qui consiste à couper le moteur d’une voiture alors qu’un criminel tenterait de s’enfuir à son bord est séduisante : plus de course-poursuite, plus de risques pris par le malfaisant pilote, plus de donuts policiers rageusement jetés dans une poubelle pour pouvoir s’engouffrer les mains libres dans la voiture de patrouille toutes sirènes hurlantes et partir en chasse dans un crissement furieux de pneus surchauffés, et surtout, plus de litres d’essence brûlés dans une débauche énergétique ni durable, ni bisou.



Mais voilà : le diable se cache dans les détails.

D'une part, sur le plan technique, ce n'est (heureusement) pas encore plié : arrêter une voiture à distance suppose par exemple qu'elle puisse recevoir le signal d'arrêt un peu n'importe où, ce qui impose des contraintes fortes en termes technologiques ; ainsi, où doivent être positionnés les émetteurs pour être sûrs d'envoyer un message reçu par le véhicule ? Comment s'assurer que le message ne soit envoyé que par des forces de l'ordre et pas par des petits malins qui, à leur tour, stopperaient les policiers ? D'autre part, comment s'assurer que le boîtier ou le dispositif d'arrêt contrôlé ne sera pas purement et simplement enlevé dans les voitures prises par les malfaiteurs, ce qui aboutirait à une situation où les honnêtes citoyens pourraient voir leur véhicule immobilisé pour un oui ou un non, pendant que les criminels et les petits malins, eux, seraient toujours libres de se déplacer comme ils l'entendent ? (Tout parallèle avec la détention et le port d'arme sera écarté, parce que ce n'est pas pareil et puis c'est tout.) Et puis, on l'oublie un peu vite, mais s'il est relativement simple d'empêcher une voiture de démarrer, arrêter une voiture en pleine course peut rapidement s'avérer dangereux si le dispositif ne le fait pas correctement, et on n'est jamais à l'abri d'une réaction inappropriée du conducteur...

Plus délicat, la question de savoir comment s'assurer que ce message ne sera envoyé qu'à bon escient par les forces de l'ordre reste délicate à traiter et c'est ce qui rend l'ensemble du dispositif particulièrement scandaleux : la dérive est évidente, qui permettrait à une autorité d'empêcher certains de ses citoyens de se déplacer comme ils l'entendent, en utilisant des prétextes adaptés (par exemple au hasard, la lutte contre le terrorisme ou les pédonazis des autoroutes qui pullulent dernièrement). Mieux : si on peut empêcher une voiture de rouler, on peut alternativement lui limiter l'accès à certaines portions du territoire, ou lui imposer un bridage électronique de sa vitesse.



Bien sûr, un tel dispositif rendrait caduc les radars, ce qui veut dire que l'État y réfléchira à deux fois avant de le mettre en place. Mais d'un autre côté, le bénéfice retiré d'une flotte de véhicules civils tous parfaitement obéissants n'est pas à négliger dans cette période où l'on cherche tous les jours à retirer des mains d'adultes anciennement responsables tout ce qui offre des coins durs et potentiellement douloureux, ce qui pourrait les blesser ou les rendre plus libres de leurs allées et venues.

Le procédé technique reste, pour le moment, de la science-fiction. Mais soyez certains que les années prochaines verront se lever chacun des obstacles à sa réalisation et lorsqu'il faudra installer les boîtiers de contrôle, nos policiers européens seront prêts. Comme [je le notais dans un billet précédent](#), l'État et ses thuriféraires n'hésiteront jamais à mettre leur nez et leurs doigts dans les nouvelles technologies si elles leur permettent d'accroître leur pouvoir, quand bien même le résultat est, au final, désastreux. Le principe des objets connectés est, de ce point de vue, plus qu'alléchant.

Et appliqué aux voitures, c'est, véritablement, le rêve humide des totalitaires.

# L'Europe est au milieu du fleuve

par **Joschka Fischer** 4 février

**Blog d'Olivier Berruyer**

Suite de l'analyse sur l'Allemagne avec cet article de Libération de mai 2013 que je viens de découvrir...



Joschka Fischer

Si l'envie vous prenait de chercher quelques paroles réconfortantes sur la gestion de la crise par le couple franco-allemand, d'imaginer un avenir à cette Europe secouée chaque semaine dans tous les sens et de vous préparer à voter sereinement l'année prochaine aux élections du Parlement européen, il est tout à fait déconseillé d'interviewer Joschka Fischer, l'ancien vice-chancelier Vert et ministre des Affaires étrangères d'Allemagne de 1998 à 2005.

C'est ce que *Libération* a fait devant le public attentif du European Lab à Lyon, en ce 8 mai, date anniversaire d'un armistice dont Joschka Fischer considère qu'il marque le début de la fin. «*C'est l'histoire qui a fait l'Europe et c'est aujourd'hui notre plus gros problème. Avant le 8 mai 1945, l'Europe était fondée sur la concurrence d'États souverains, sur la méfiance, les conflits de pouvoirs, et, in fine, sur la guerre. Le nouveau système européen a été construit sur la confiance, la solidarité et le compromis.*» Pour l'ancien ministre, il est clair que depuis, on n'a pas trouvé la bonne martingale et si sa vision des trois grandes puissances aux commandes n'est pas sans humour, elle n'en décrit pas moins une désespérante réalité. «*Les Anglais vivent sur une île avec des relations privilégiées avec les États-Unis et ne se sentent pas particulièrement attachés au continent, les Français pensent que la France c'est vraiment très joli –et c'est vrai !- et ne voient pas pourquoi ça changerait, et les Allemands pensent qu'ils fabriquent les meilleurs produits et disent Laissez nous exporter ! Bref, chaque Etat souverain est dans une position isolationniste.* »

## À la nage

Joschka Fischer ne manque pas d'images très parlantes pour décrire aussi la situation actuelle dans une version dynamique. «On nage et on est au milieu du fleuve. On a trois solutions. Soit on revient sur la berge de départ et on arrête l'euro et je vous laisse imaginer la tête des Américains et des Chinois, soit on ne fait rien et on se suicide en se laissant emporter par le courant, soit, et pour moi c'est l'unique solution, on essaye d'atteindre l'autre rive qui est l'union politique.» Joschka Fischer se prononce ainsi pour des transferts massifs de souveraineté, notamment en matière financière, bancaire et fiscale. Gérard Collomb, le maire de Lyon ne dira pas autre chose un peu plus tard. *«Je suis fédéraliste. S'il n'y a pas une véritable politique de coordination, l'Europe se défera.»*

Accord sur le diagnostic, et pourtant. Sans attaques ad hominem, avec ce discours entre les lignes qui sied à l'ex patron de la diplomatie, il est clairement apparu que pour Joschka Fischer, Angela, François, José Manuel et les autres ne lui paraissent pas être la bande d'amis idéale qui combinerait courage, audace et détermination pour faire cause commune. Alors lui, peut-être ? Homme de consensus unanimement apprécié des deux côtés du Rhin. *«Non, je suis à la retraite désormais et pour des raisons personnelles, je ne reprendrai pas du service.»* Reste encore les futures élections européennes. Joschka Fischer admet que des élections à cette échelle géographique de circonscriptions et non plus État membre par État membre pourrait changer la donne, manque probablement 27 et bientôt 28 majorités pour changer le mode de scrutin. Désespérant ? *«Non, seulement très dangereux»* assure-t-il. Joschka Fischer nous offre une dernière image joyeuse pour la route, *«c'est comme une infection, si vous ne la soignez pas avec les bons médicaments, elle s'étend et il n'y a plus de solutions durables»*.

On vous avait prévenus, si vous voulez encore croire au Père Noël en costume bleu avec 27 étoiles scintillantes, n'en parlez pas à Joschka Fischer.

Pierre HIVERNAT

Source : [liberation.fr](http://liberation.fr)

---

J'avoue que c'est la phrase soulignée qui m'a donné envie de faire ces papiers. Car tout est là.

C'est une très belle métaphore. Il a oublié un point : beaucoup de grands spécialistes (économistes, monétaristes, géopolitologues) ont clairement dit que ce n'était pas un gentil fleuve, mais un torrent déchainé par d'immenses courants à proximité d'une cascade.

Et la vision de Fischer est bonne – mais il faut traduire :

- soit on rebrousse chemin, et on survit, mais les chinois se moquent de nous (enfin, euh, de Joschka Fischer plus précisément, moi j'ai pas décidé l'euro) ;
- soit on en fait rien et on se noie ;
- soit on "essaye" quand même. Et c'est impossible, et on se noie.

Et il conseille quoi le gars ? Entre la honte pour lui et la mort du pays ?

Sérieusement ?

---

Lire d'urgence [la vision d'Oscar Lafontaine](#), président du SPD de 1995 à 2005 qui lui, a encore une once de géopolitique dans les veines... Et, surtout, du courage !

---

Maus rassurez-vous, tout n'est pas perdu pour tout le monde, comme on l'apprend dans cet article du Point de déc. 2011...

### **Schröder et Fischer, rois du pétrole**

*Allemagne. L'ex-chancelier et son ministre se sont lancés dans de juteuses affaires. Par la correspondante Pascale Hugues*

Automne 2005. Gerhard Schröder vient tout juste de perdre les élections. Il est dans les cartons, affairé à déménager son bureau de la chancellerie. Il cède son fauteuil à Angela Merkel. Ce soir-là, il est venu faire ses adieux à la presse étrangère. "Et maintenant, monsieur le chancelier, quels sont vos projets ?" lui demande un journaliste. Schröder bombe le torse et, triomphal, lance : "Maintenant, je vais gagner de l'argent !"

Pari tenu. Schröder ne respecte aucun délai de carence ni aucune bienséance. Il a 61 ans. Il veut travailler, dit-il. Dès janvier 2006, il devient conseiller

pour les questions de politique internationale de Ringier, le plus grand groupe de presse suisse, avec un salaire dont le montant ne sera pas révélé et un bureau au cinquième étage du siège, à Zurich, avec vue sur le lac.

Parallèlement, les Allemands découvrent, médusés, que leur ancien chancelier vient d'être engagé par le géant gazier russe Gazprom pour diriger le conseil de surveillance du consortium germano-russe, chargé de la construction du gazoduc North Stream reliant la Russie à l'Allemagne sous la Baltique. L'annonce de cette reconversion, quelques jours après la passation de pouvoir à Berlin, provoque un vif débat. Se sachant sur un siège éjectable et soucieux d'assurer sa retraite, Schröder a-t-il conclu un deal avec Vladimir Poutine avant les élections ? Le chancelier sortant a en effet défendu bec et ongles le projet de gazoduc, dont le contrat a été paraphé à la hâte à Berlin le 8 septembre 2005, quinze jours avant le scrutin. La cérémonie a même été avancée de quelques semaines. Plusieurs journaux affirment que ce poste grassement rémunéré aurait été réservé de longue date à Schröder par Poutine, bon connaisseur de l'Allemagne : il fut jadis chef du KGB à Dresde. Une camaraderie virile unit les deux hommes. Vladimir vient fêter le 60e anniversaire de son ami Gerhard à Hanovre, accompagné d'un chœur de cosaques. Quand le couple Schröder adopte deux enfants russes, les liens se renforcent encore.

Ce contrat jette la suspicion sur l'intégrité de celui qui dirigea l'Allemagne pendant sept ans. Les critiques fusent de partout. Wolfgang Schäuble, à l'époque ministre de l'Intérieur chrétien-démocrate, et aujourd'hui ministre des Finances, estime que Schröder a "porté atteinte à la réputation de la classe politique". Le journal Die Zeit accuse Schröder d'être sur le point de devenir "un oligarque au service du capitalisme d'Etat russe". Les Verts crient au népotisme. Quant à Merkel, elle souhaite qu'un débat soit mené sur le "code de conduite" des hommes politiques à la retraite.

Assumés. Schröder laisse passer l'orage et, impavide, continue à collectionner les contrats lucratifs. Il conseille la banque Rothschild, devient le conférencier le mieux payé d'Allemagne et, en janvier 2009, est promu au conseil d'administration du pétrolier russo-britannique TNK-BP. Parmi les fonctions de l'ex-chancelier : veiller à l'engagement écologique du groupe. Or, en Sibérie occidentale, la région de Samotlor a été ravagée par les forages pétroliers. Une des plus grandes catastrophes écologiques de la planète est



passée sous silence.

Mais Schröder n'est pas le seul à arrondir grassement ses fins de mois de retraité. C'est sur Gendarmenmarkt, la place la plus noble du coeur historique de Berlin, que la société de consulting Joschka Fischer – Co a pignon sur rue depuis le 2 juillet 2009 – 210 mètres carrés de bureaux design. L'ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier vert, coéquipier de Schröder à la barre de l'ex-coalition rouge-verte, met à la disposition de grands groupes son carnet d'adresses bien rempli, ses contacts internationaux prestigieux, sa notoriété et ses talents de rhétoricien.

Cet ancien gauchiste pur et dur, ancien chauffeur de taxi, lecteur assidu de Karl Marx et membre dans les années 70 du groupuscule Combat révolutionnaire, possède aujourd'hui une villa somptueuse à Grunewald, le Neuilly de Berlin. Sa retraite de ministre – 11 000 euros mensuels – ne lui suffit pas. C'est pourquoi il met copieusement du beurre dans ses épinards. Depuis qu'il a quitté les bancs du gouvernement, Joschka Fischer a tour à tour signé plusieurs contrats à faire pâlir d'envie. Conseiller du constructeur automobile BMW, Fischer est chargé de promouvoir la conscience écologique au sein du groupe et de développer des voitures non polluantes. Siemens, premier groupe européen de haute technologie, qui sort à peine d'un énorme scandale de corruption, veut profiter de l'image valorisante de celui qui fut, pendant des années, l'homme politique préféré des Allemands. Fischer a aussi pour mission de remplir les rayons de la chaîne de supermarchés géante Rewe de produits bio. L'ancien ministre se défend d'avoir été embauché pour donner "un coup de pinceau vert" à ces groupes. Il ne s'agit pas d'un "coup médiatique", dit-il, mais d'un engagement sincère pour une cause à laquelle il croit et au profit de laquelle il peut mettre l'expérience accumulée durant ses années au pouvoir.

Mais surtout, Fischer a signé un contrat de "conseiller politique" avec le groupe énergétique allemand essentiellement charbonnier RWE, gros pollueur crachant du CO2 en quantité industrielle et constructeur des centrales nucléaires honnies des Verts ! Fischer conseille RWE sur le projet Nabucco, un gazoduc de 3 300 kilomètres reliant la mer Caspienne à l'Europe de l'Ouest pour réduire la dépendance de celle-ci au gaz russe. Le travail de lobbyiste de Fischer consiste à ouvrir les portes du pouvoir dans les pays d'Asie centrale et en Turquie. Selon Manager Magazine, il devrait



toucher plusieurs centaines de milliers d'euros pour ses services. Ironie du destin, Fischer et Schröder, les deux coéquipiers d'antan, se retrouvent donc à la tête de projets rivaux.

Traîtres. C'est Madeleine Albright, l'ancienne secrétaire d'Etat américaine, qui a pris le ministre allemand sous son aile et l'a propulsé dans le monde des affaires. Les deux amis entretiennent des liens étroits. Mais les Etats-Unis ultralibéraux ne sont pas l'Allemagne puritaine, où ce genre de reconversion choque. Ce qui est admis chez les chrétiens-démocrates et les libéraux est encore très mal vu dans les milieux de gauche, où l'on est vite accusé de vendre son âme.

La clientèle sociale-démocrate traditionnelle se sent trahie par l'un des siens."Il était impossible de prévoir en se penchant sur mon berceau que je serai un jour chancelier de l'Allemagne. Personne ne m'a jamais fait de cadeaux et j'en suis particulièrement fier !" aime rappeler Schröder. Il est l'archétype du self-made-man. Il n'a jamais connu son père, Fritz, mort au combat. Pour nourrir la famille, sa mère, Erika, fait des ménages. Peut-être ses activités lucratives sont-elles une revanche. Les complets de grands faiseurs et les gros cigares du chancelier avaient déjà irrité. Ses bons contacts avec les milieux économiques lui avaient valu le surnom de "chancelier des patrons".

Même haut-le-coeur chez les Verts. Que leur "Joschka" s'en mette plein les poches, vive comme un pacha et ressemble maintenant à un bourgeois repu les rend fous de rage. Schröder et Fischer peuvent se vanter, en tout cas, d'avoir brisé un tabou à gauche. Pour le meilleur et pour le pire.

### **Tony Blair, machine à cash**

Schröder et Fischer ont beaucoup à apprendre de Tony Blair. L'ancien Premier ministre britannique joue au M. Bons-Offices pour le Proche-Orient à titre gracieux mais facture ses autres prestations au prix fort. Tout récemment recruté par le Kazakhstan (plus de 9 millions d'euros par an), il conseille également la banque JP Morgan, l'assureur Zurich Financial, une compagnie pétrolière coréenne et ne donne pas de conférence à moins de 300 000 euros.

### **Les revenus annuels de Joschka Fischer et Gerhard Schröder**

## **Joschka Fischer (revenu annuel estimé)**

- RWE : plusieurs centaines de milliers d'euros
- BMW : inconnu
- Conférences : 35 000 à 50 000 €.

## **Gerhard Schröder (revenu annuel estimé)**

- Gazprom : 250 000 €.
- TNK-BP : 200 000 €.
- Ringier : 150 000 €.
- Conférences : 100 000 € chacune.

Source : [Le Point](#)

# **Pourquoi la Chine n'a pas de bidonvilles**

Diane Bérard LesAffaires.com Publié le 03/02/2014 à 16:44



Les Chinois les plus démunis s'installent dans les sous-sols des édifices des centres-villes

Du 31 janvier au 6 février se tiennent les célébrations du Nouvel An chinois. Des milliers de travailleurs traversent une, parfois plusieurs, provinces pour retourner dans leur famille. Ce sont les migrants (près de 300 M de Chinois) venus des campagnes pour travailler dans les usines de Guangdong. Cette année, le Nouvel An prend une autre allure. Certains employeurs, [comme Crystal Group](#), ont défrayé le coût du billet de train aller-retour de leurs employés. La direction de Crystal a acheté 9000 billets de train. Elle a même fourni l'allocation nécessaire aux collations de ses employés lors de leur long

voyage.

### **Pourquoi Crystal Group finance-t-elle les vacances de ses employés?**

Pour qu'ils reviennent, tout simplement! Il s'agit d'une mesure incitative parmi d'autres que les employeurs chinois doivent désormais mettre de l'avant pour éviter que leurs employés aillent voir ailleurs. Au retour du congé du Nouvel An, certaines usines perdent jusqu'au tiers de leur main-d'œuvre.

Cette histoire de billet de train dépasse l'anecdote. La main-d'œuvre chinoise s'émancipe. [Ses conditions de travail](#) font les manchettes depuis deux ans déjà. Les salaires horaires augmentent d'année en année (14% en 2012). Le dossier des ressources humaines constitue un enjeu majeur pour les organisations chinoises. Si elles désirent relever le défi de la productivité, elles doivent, entre autres, passer d'initiatives tape-à-l'oeil à une véritable stratégie de mobilisation.

« Les migrants pèsent lourd dans l'économie chinoise. Et leur exclusion sociale nuit à la croissance de l'économie du pays. »

### **Que faire des sans-abris chinois?**

Tout comme les entreprises, le gouvernement central son propre enjeu humain. En début d'année, le PM s'est engagé à implanter des programmes sociaux universels. Il doit aussi trouver une solution au dossier du logement. Pékin ne veut pas de « pauvreté visible ». Ce qui signifie [qu'il refuse les bidonvilles](#). Pas question de laisser les démunis ériger des habitations de fortune sous les ponts ou dans les terrains vagues, comme c'est toléré en Amérique latine et en Inde. Mais où donc vont les sans-abris et les pauvres chinois? Ils trouvent refuge dans [les sous-sols des gratte-ciel](#). Il y a quelques semaines, des reportages ont levé le voile sur les logements microscopiques aménagés dans les salles de fournaise et autres locaux souterrains des grandes cités chinoises. Le gouvernement a réagi en condamnant les entrées de ces sous-sols.

Des allocations de logement sont pourtant disponibles pour les Chinois les plus démunis. Mais celles-ci sont liées au permis de résidence. En Chine, on vous accorde un permis de résidence pour le lieu où vous êtes né (hukou). Si vous déménagez, comme le font les migrants, votre hukou ne suit pas. Cette

loi, créée en 1958, a permis à Pékin de contrôler les mouvements de population entre la campagne et les villes. On autorisait les déplacements uniquement pour combler les besoins de main-d'œuvre des sociétés d'État chinoises.

Mais les temps changent. Il y a moins de sociétés d'État alors que les sociétés privées, elles, se multiplient. Et, alors qu'on désinvestit dans l'agriculture pour miser la fabrication, les migrants jouent un rôle essentiel dans l'économie. On a cru pouvoir se contenter de leurs bras et les exclure socialement. On réalise aujourd'hui le coût de cette exclusion sociale des migrants.

Depuis 2012, le gouvernement central incite donc les provinces à réformer le hukou pour permettre aux migrants d'avoir accès au logement, au système de santé et d'éducation. Car, la nouvelle stratégie économique de la Chine repose sur la croissance de la demande intérieure. Elle a besoin de consommateurs, beaucoup de consommateurs.